

RAPPORT D'ACTIVITES

2 0 1 7



SOMMAIRE

1. Message du Président.....	P. 2
2. Direction de la société.....	P. 3
3. Bilan des activités exploitation et technique.....	P. 6
4. Bilan social et sociétal.....	P. 21
5. Résultats financiers de l'exercice 2017.....	P. 29
6. Etats comptables et données d'activités.....	P. 38
7. Etats financiers.....	P. 41
8. Règles et méthodes comptables de l'état annexé.....	P. 49

1. MESSAGE DU PRESIDENT

Firmin AHOUNE

Président du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs, chers Actionnaires,

L'année 2017 s'est achevée avec une croissance de 8%, confirmant ainsi l'évolution économique du pays amorcée depuis 2012.

L'année a essentiellement été marquée par un renforcement du positionnement de notre pays au plan international, avec notamment :

- l'accueil du 5e sommet UA/UE,
- l'entrée de la Côte d'Ivoire au Conseil de Sécurité de l'ONU,
- une progression de notre classement au Doing Business.

Dans ce contexte, notre société a poursuivi ses efforts d'amélioration qui ont porté notamment sur :

- la confirmation de la certification Qualité Sécurité Environnement de ses métiers,
- la réalisation de chantiers majeurs dont la sécurisation de l'alimentation en eau de la ville de Korhogo et le renforcement de la capacité de production d'eau potable de la ville d'Abengourou,
- le bouclage d'une nouvelle offre de service pour l'assainissement de la ville d'Abidjan qui a été communiquée à l'Etat,
- les négociations quinquennales pour la fixation de la part fermière dans le prix de l'eau potable,
- la poursuite de plusieurs chantiers d'innovation et de modernisation de nos métiers, qui ont été lancés en 2016.

Malgré un contexte difficile lié notamment, au déséquilibre financier du secteur qui a pesé fortement sur nos finances, nous avons pu assurer la continuité de service et satisfaire nos clients.



Je tiens, en votre nom, à remercier tous les collaborateurs de SODECI pour ces efforts. Ils méritent notre reconnaissance et nos sincères encouragements.

Nous voulons saisir cette occasion pour rendre un hommage particulier à nos collaborateurs disparus en 2017.

En 2018, la réalisation de la vision du gouvernement ivoirien de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020 se traduira par la croissance de la consommation d'eau potable et le besoin de traiter les eaux usées pour la préservation de l'environnement.

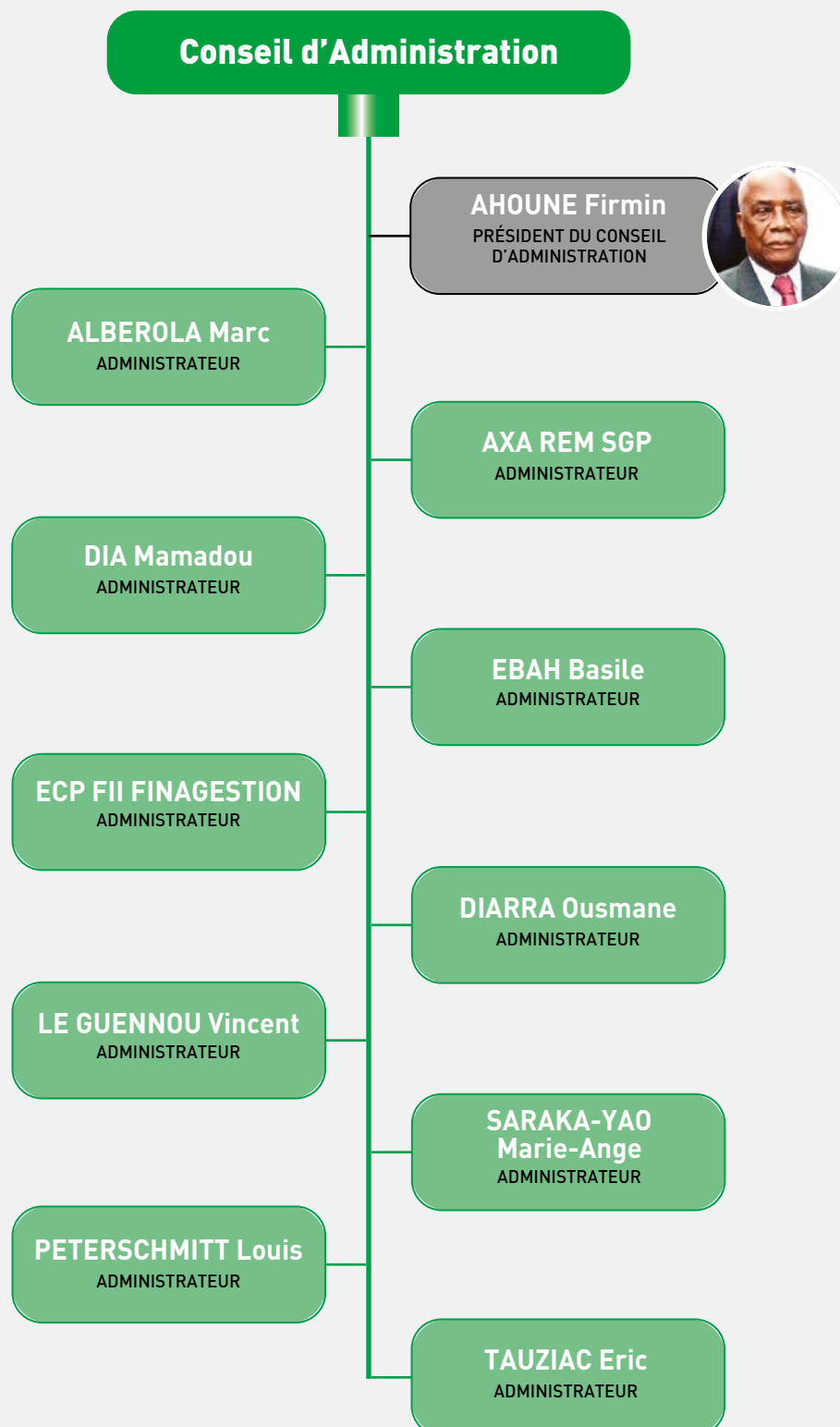
SODECI a dans ce cadre de nombreux défis à relever, notamment celui de l'amélioration du rendement du réseau d'eau potable de la ville d'Abidjan dont le niveau est encore insuffisant.

Je suis convaincu qu'avec l'engagement de nos collaborateurs et le soutien de nos institutions de tutelle, la dynamique amorcée se poursuivra en 2018 et permettra ainsi à SODECI de mieux répondre à vos attentes ainsi qu'à celles de l'Etat et de nos clients.

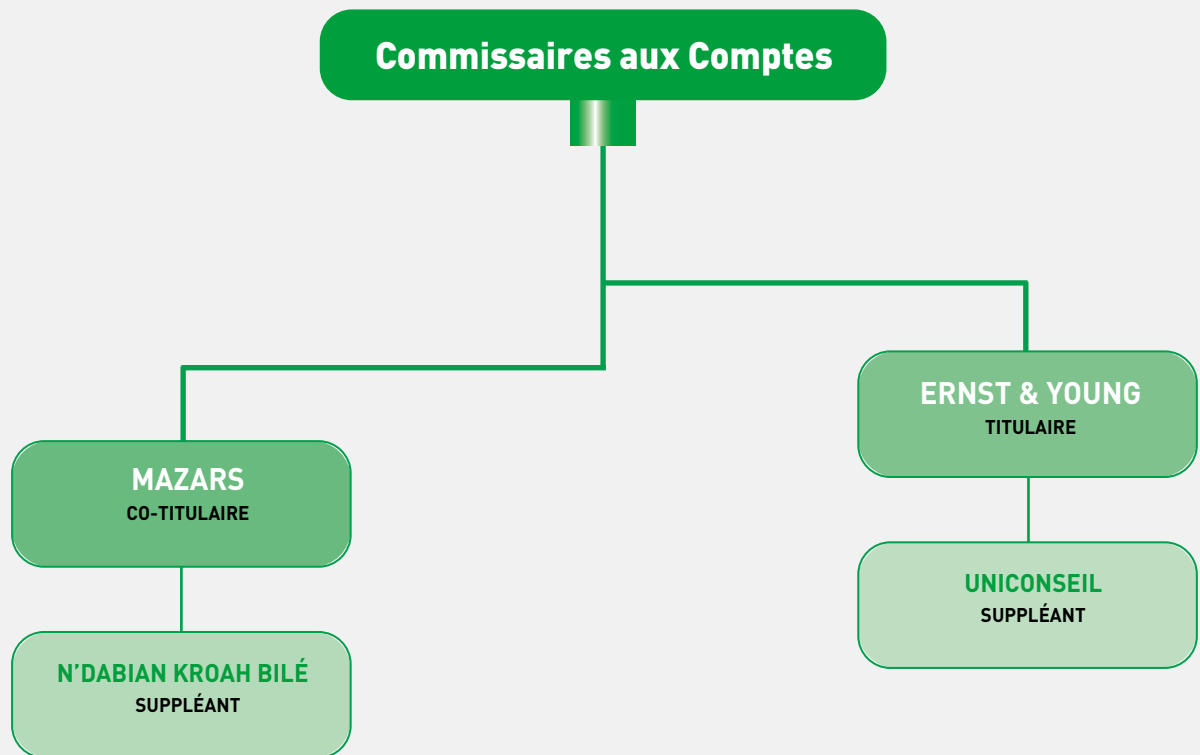
Merci chers actionnaires pour votre confiance et votre soutien à nos actions.

2. DIRECTION DE LA SOCIETE

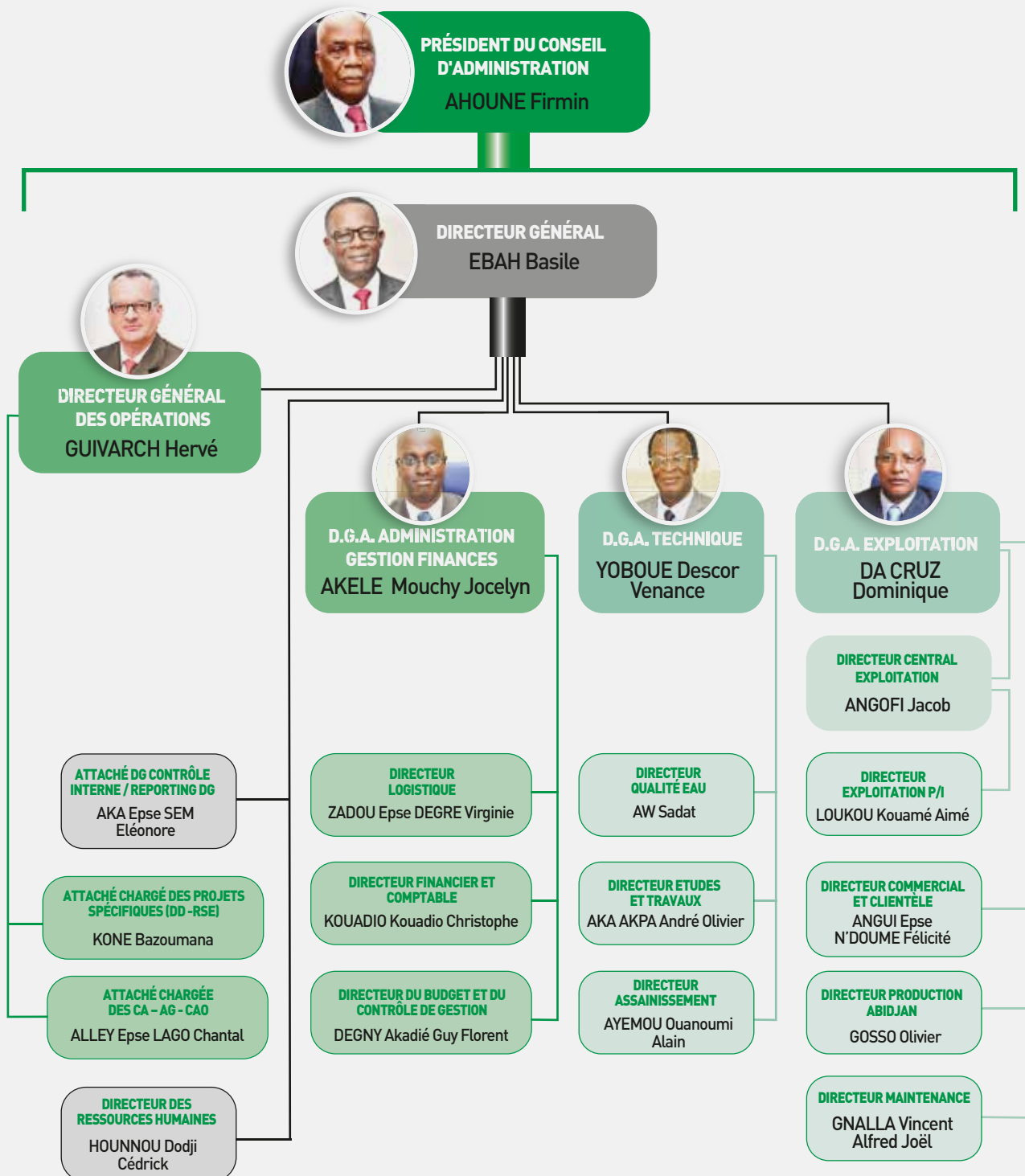
■ Organigramme du Conseil d'Administration



■ Organigramme des Commissaires Aux Comptes



■ Organigramme du Comité de Direction



3. BILAN DES ACTIVITES EXPLOITATION ET TECHNIQUE

3.1 BILAN DES ACTIVITES EXPLOITATION

■ Production Eau

En milliers de m3	2015	2016	2017	Variation 17/16
Abidjan	153 180	161 993	164 563	1,6%
Intérieur	74 236	80 400	86 558	7,7%
Cumul société	227 416	242 393	251 121	3,6%

En 2017, la production totale société s'établit à 251,1 millions de mètres cubes contre 242,4 millions de mètres cubes l'année dernière. Elle enregistre une hausse de 8,7 millions de mètres cubes soit une évolution de 3,6% comparativement à 2016.

Abidjan

La production en 2017 s'élève à 164,6 millions de mètres cubes, soit une progression de 2,5 millions de mètres cubes par rapport à 2016.

Intérieur

La production en 2017 est de 86,6 millions de mètres cubes contre 80,4 millions de mètres cubes en 2016, soit une croissance de 6,2 millions de mètres cubes.

Cette hausse est soutenue par l'accroissement régulier des abonnés, grâce aux extensions de réseaux réalisées dans les localités ayant bénéficié de renforcement de la production.

Toutefois, en dépit de cette croissance de la production, certaines ressources en eau de surface sont menacées par deux phénomènes :

a) Le changement climatique.

Après la localité de Korhogo où le niveau d'eau dans la retenue qui permettait d'approvisionner la localité a fortement baissé, la ville de Bouaké (2ième ville de Côte d'Ivoire) est également menacée. Pour faire face à cette situation, la ville de Korhogo est approvisionnée en eau potable depuis novembre 2017, grâce à un transfert inter-régional d'eau à partir des localités environnantes.

La région de Bouaké devrait également bénéficier de la même solution dans les années à venir.



Barrage de la Loka à Bouaké en 2015
(situation normale)



Barrage de la Loka à Bouaké
(mars 2017)

b) L'orpaillage clandestin

La recrudescence de l'orpaillage clandestin en Côte d'Ivoire ces dernières années, pollue certaines des ressources en eau du pays, notamment celles de Bianouan (sud-est), Bouaflé (centre ouest) et Dimbokro (centre) qui ont déjà été affectées par ce problème en 2017. Sur certains sites, il a fallu jusqu'à 6 mois pour dissiper les effets de la pollution. Dans l'intervalle, les localités concernées ont été alimentées par des camions citernes.



**Qualité de l'eau brute après la pollution
(turbidité 900 NTU)**

Face à ce risque qui prend de l'ampleur, l'autorité de tutelle a mis en place depuis le début de l'année 2018, des comités locaux de surveillance des ressources en eau sous la supervision des préfets.

■ Qualité de l'eau

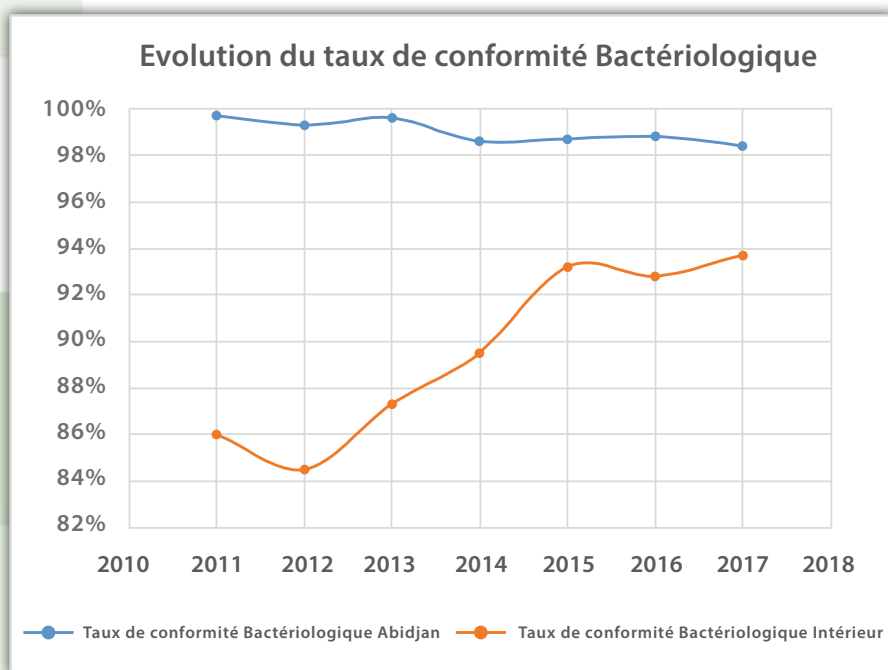
• Analyses microbiologiques

Taux de conformité microbiologiques en (%)	2015	2016	2017
Abidjan	98,6	98,8	98,3
Intérieur	93,2	92,8	93,7

A fin décembre 2017, **6 864** analyses bactériologiques ont été réalisées contre **6 470** à la même période en 2016; dont **3 577** à Abidjan et **3 287** à l'intérieur.

A Abidjan, on enregistre une hausse du nombre d'analyses de 6% conformément au plan de surveillance.

A l'intérieur, on observe une augmentation de 6,1% du nombre d'analyses. Cette augmentation est due à la mise en service de plusieurs unités de production et au renforcement de la surveillance dans des centres dont les ressources en eau ont été polluées par les activités d'orpaillage.



• Analyses physico-chimiques

Taux de conformité (en %)		2015	2016	2017
Abidjan	pH	90	90	88
	Chlore	98	97	98
	Turbidité	95	97	97
Intérieur	pH	93	93	90
	Chlore	98	99	97

En 2017, 76 484 analyses ont été réalisées contre 69 294 en 2016. Cette augmentation de 10 % des contrôles, concerne essentiellement l'intérieur du pays (nouvelles unités de production).

A Abidjan et à l'intérieur, on enregistre au niveau du pH une baisse de 2 points du taux de conformité liée essentiellement à l'inadaptation des capacités et des filières de traitement de certaines unités de production.

A l'intérieur, les taux de conformité restent globalement satisfaisants par rapport à l'objectif.

■ Facturation

En milliers de m3	2015	2016	2017	Variation 17/16
Abidjan	106 138	109 057	106 666	-2 391
Intérieur	65 076	71 526	77 862	6 336
Cumul société	171 214	180 583	184 528	3 945

En 2017, le volume facturé s'affiche à 184,5 millions de mètres cubes contre 180,5 millions de mètres cubes en 2016. Il croît de 4 millions, soit une progression de 2%.

Abidjan

Le volume facturé en 2017 est de 106,7 millions de mètres cubes contre 109 millions de mètres cubes en 2016, soit un recul de 2,4 millions de mètres cubes. Cette tendance est due au dispositif de modulation de pression installé sur différentes zones de l'agglomération dans le cadre du plan d'amélioration du rendement de réseau (réduction des fuites).

Cette hausse est toujours portée par les branchements sociaux réalisés :

- d'une part dans les localités ayant bénéficié de renforcement de production et d'extension de réseau ;
- d'autre part dans les villes nouvellement équipées de systèmes d'adduction d'eau potable.

Intérieur

Le volume facturé en 2017 est de 77,8 millions de mètres cubes contre 71,5 millions de mètres cubes. Il augmente de 6,3 millions de mètres cubes soit une croissance de 8,8%.

Depuis 2011, la dynamique soutenue des branchements sociaux se poursuit. On enregistre à l'intérieur du pays une hausse totale des branchements de 70%, soit un rythme d'évolution annuelle moyenne de 12%.

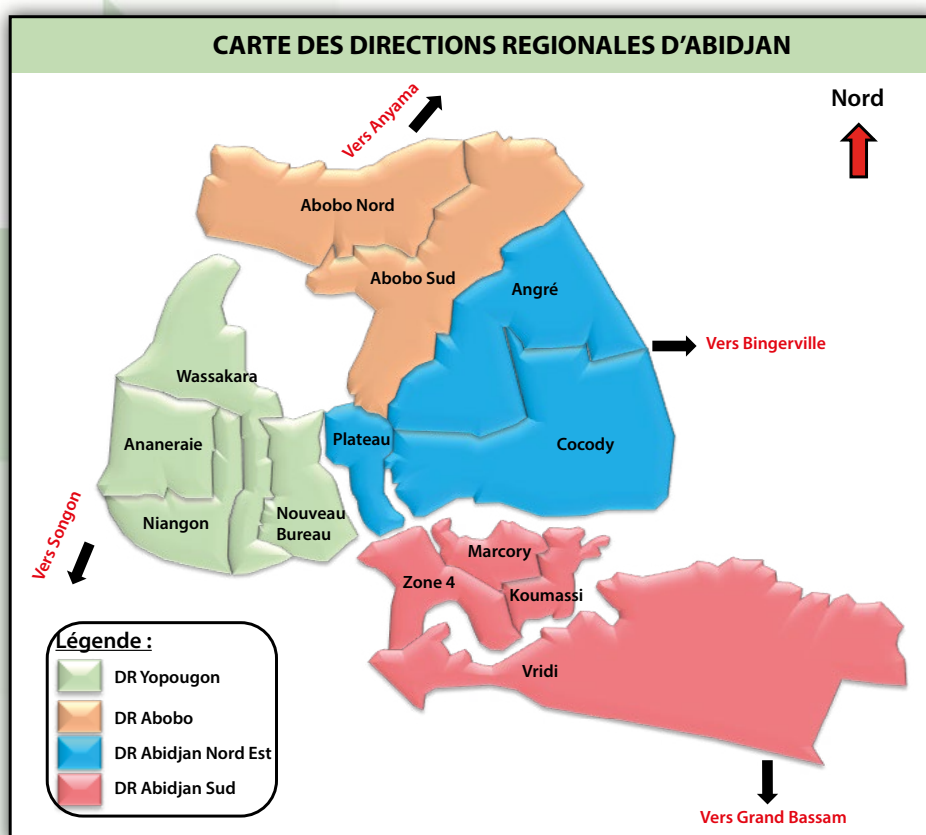
■ Ratio de facturation

Ratio en %	2015	2016	2017	Variation 17/16
Abidjan	69,3	67	65	-2
Intérieur	87,7	89	90	1
Cumul société	75,3	75	73,5	-1,5

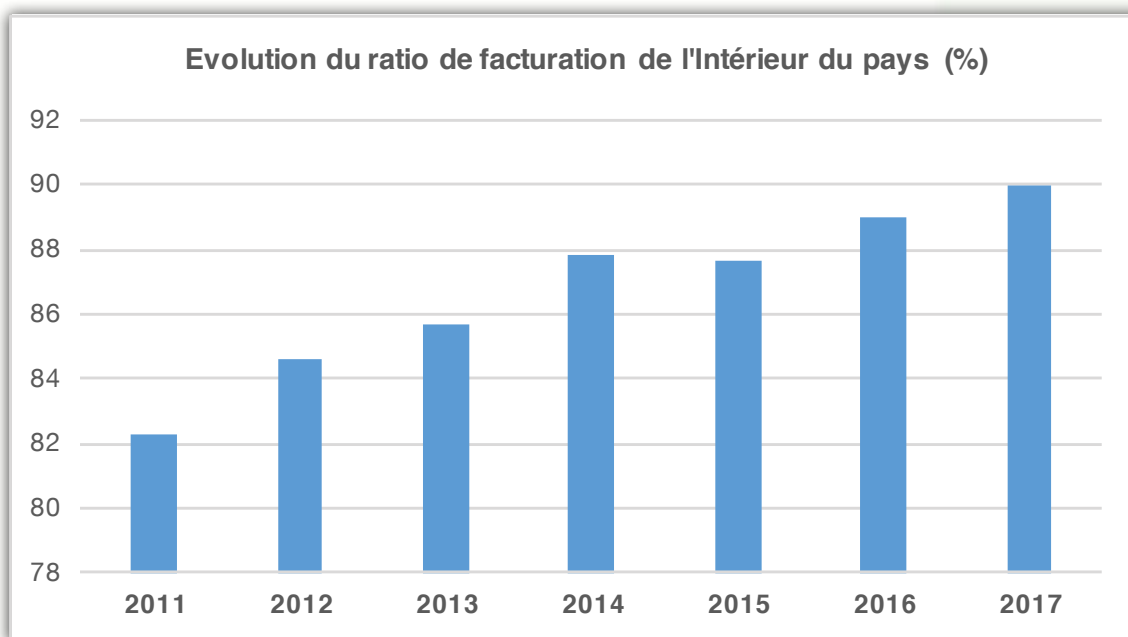
En 2017, le ratio de facturation total société s'établit à 73,5% contre 75% en 2016. Il recule de 1,5 point. Ce repli est dû à la baisse du ratio d'Abidjan.

Face à cette tendance constatée sur l'agglomération d'Abidjan depuis le renforcement de la production (usines de Bonoua, Niangon 2, Songon), différentes actions ont été menées qui commencent à donner de bons résultats ; c'est le constat fait par exemple sur la partie sud de la ville où on note en 2017 une amélioration du rendement hydraulique qui progresse de 62 à 66%.

Cette évolution est due à l'efficacité du plan d'actions mis en œuvre depuis 2016 pour l'amélioration du ratio de facturation d'Abidjan.



A l'intérieur du pays, le ratio de facturation continue à progresser s'affichant à 90% pour l'exercice 2017



Les fuites souterraines (invisibles) étant l'une des principales causes de la dégradation du ratio de facturation, SODECI a créé en 2017 une sous-direction dédiée en particulier à la recherche de fuites : la Sous Direction Performance Réseau.

Cette structure équipée d'appareils de détection de dernière génération assure deux missions principales :

- ✓ Inspecter les 3 500 kms de réseau d'eau de la ville d'Abidjan à une cadence de 1 000 kms/année (cycle complet en 3 ans).
- ✓ Assurer la veille hydraulique du réseau.



Equipe de Recherche de fuites souterraines

■ Evolution des abonnés

Abonnés (en nombre)	2015	2016	2017	Variation 17/16	Variation 17/16
Abidjan	403 605	434 242	473 347	39 105	9%
Intérieur	449 057	502 941	555 583	52 642	10,5%
Cumul société	852 662	937 183	1 028 930	91 747	9,8%

En 2017, le nombre total d'Abonnés atteint 1 028 930 contre 937 183 en décembre 2016, soit une augmentation de 91 747 abonnés supplémentaires.

Abidjan

En 2017, le nombre d'abonnés à Abidjan se situe à 473 347. Il augmente de 9% soit 39 105 nouveaux abonnés. Comme l'indique le tableau ci-dessous, il s'agit de la hausse la plus importante constatée depuis 2014.

	2014	2015	2016	2017
Hausse nombre d'abonnés	12 850	15 138	30 637	39 105

Cette évolution est essentiellement liée aux différents programmes de branchements sociaux réalisés ces dernières années dans l'agglomération d'Abidjan et notamment dans les communes d'Abobo, Port Bouët.

Intérieur

En 2017, le nombre d'abonnés à l'intérieur s'établit à 555 583 contre 502 941 en 2016, soit une augmentation de 10,4% soit 52 642 nouveaux abonnés.

La demande en branchement reste cependant soutenue du fait notamment :

- Des nouvelles localités raccordées au service public d'eau potable ;
- Des extensions de réseaux réalisées dans le cadre des opérations de renforcement des productions d'eau dans les régions.

■ Recouvrement

Taux de recouvrement (%)	2014	2015	2016
Abidjan	96,9	97	97,6
Intérieur	99	99,1	99,2
Société	97,4	97,5	97,4
Taux Résiduel (%)	2,6	2,5	2,6

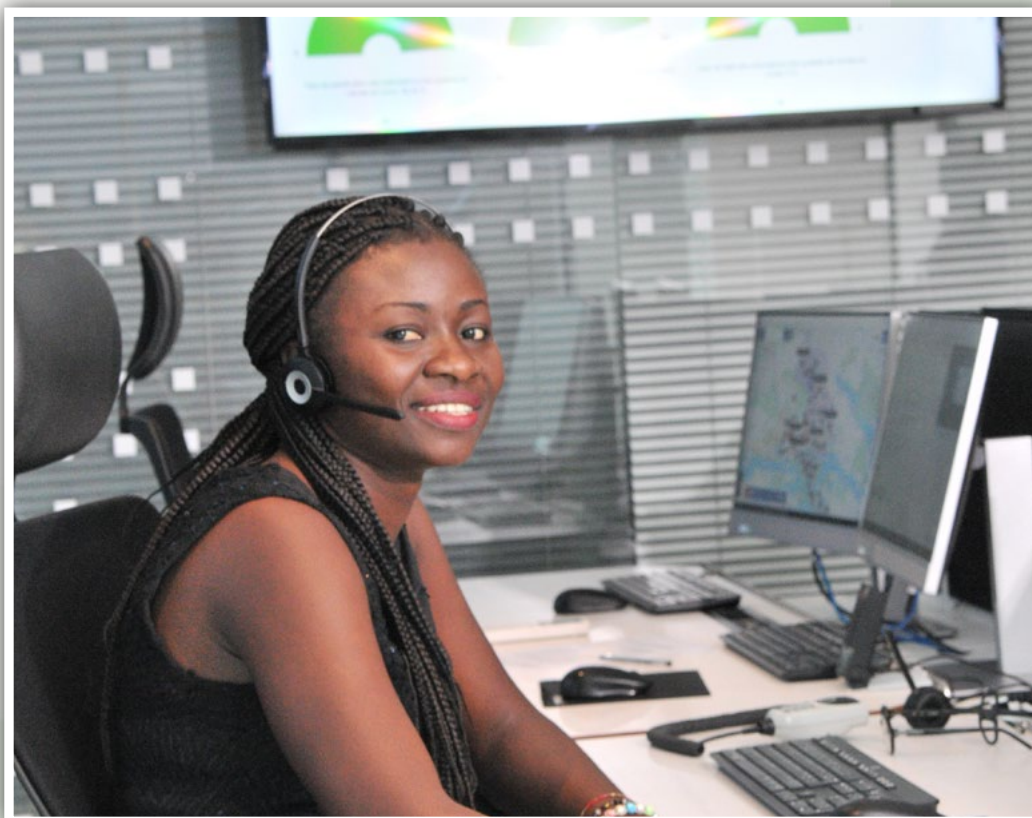
Sur les périodes bouclées de 2016, le taux de recouvrement est de 97,4%. Il est constant et demeure supérieur de 2 points au taux contractuel fixé à 95%.

■ Réclamations clients

Nature de la réclamation	2015	2016	2017	Evolution 17/16
Commerciale	11 540	11 223	6 820	-39%
Dépannage Eau Potable	34 664	39 145	33 468	-15%
TOTAL	46 204	50 368	40 288	-20%

En 2017, le nombre total de réclamations reçues est de 40 288 contre 50 368 en 2016, soit une baisse de 20%. Cette tendance est due notamment à :

- a) La réduction des appels concernant des fuites sur réseau ou branchement (cf paragraphe facturation / modulation de pression, ci-avant).
- b) Une réduction des délais d'intervention des équipes de dépannage grâce à la mise en place d'une organisation de pilotage de l'activité par processus.



Centre de Relation Client : 175

■ Nouveaux modes de paiement des factures (NMPF)

(en milliers de FCFA)	2015	2016	2017
Global Société *	72 080 583	67 534 430	78 634 177
Encaissements NMPF	12 356 588	16 752 179	19 631 413
Part des encaissements NMPF (%)	17	25	25
Nombre de transactions	1 009 045	1 301 319	1 642 673
Evolution (%)	41	29	26

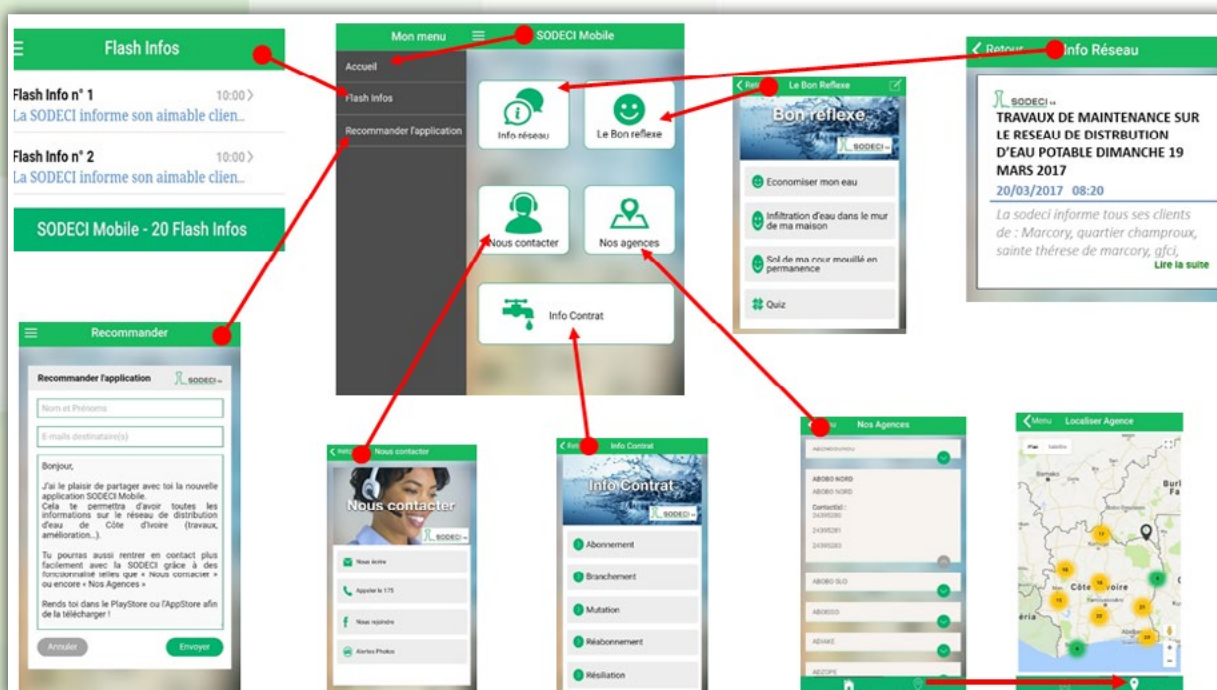
Les paiements dématérialisés se consolident chaque année. Le nombre de transactions est de 1,6 million en 2017, en hausse de 26% par rapport à 2016.

Les encaissements issus des paiements électroniques s'élèvent à 19,6 milliards de FCFA en 2017 contre 16,7 milliards à la même période de l'année dernière ; ils progressent de 17% par rapport à 2016, et représentent 25% du montant encaissé cumulé.

■ Application mobile

Dans le cadre de l'amélioration de la satisfaction du client, une application mobile a été déployée depuis juillet 2017. Elle fournit des informations utiles aux clients (listes des agences, travaux programmés, dates limites de paiement des factures, etc...). Un millier d'utilisateurs est dénombré à ce jour.

L'application peut être téléchargée sur **GOOGLE PLAY** et **APP STORE** en tapant «**SODECI**».



■ Accès à l'eau courante dans les quartiers précaires d'Abidjan

La problématique d'approvisionnement en eau dans certains quartiers très précaires de la ville d'Abidjan, ne peut pas trouver une solution avec les moyens industriels d'un service public moderne d'eau potable (précarité de la population, absence d'infrastructures, difficultés de paiement etc...).

Face à cette situation, SODECI a passé une convention avec une ONG « Eau et Vie » spécialisée dans la création de services essentiels (*eau, assainissement, collecte et évacuation des ordures ménagères...*) accessible aux populations à très faibles revenus.

Un site pilote va être créé sur la commune de Yopougon.

3.2. BILAN DES ACTIVITES TECHNIQUES

■ Activité Eau

• Patrimoine affermé au 31 décembre 2017

Le patrimoine affermé se présente à fin décembre 2017 selon le tableau ci-dessous :

DESIGNATION	2015	2016	2017
Localités desservies	1 007	1 045	1 074
Unités de production	424	446	455
Centres SODECI	198	199	199
Stations de traitement	88	89	89
<i>Abidjan</i>	11	12	12
<i>Intérieur</i>	77	77	77
Forages	728	777	793
<i>Abidjan</i>	134	149	149
<i>Intérieur</i>	594	628	644
Linéaire du réseau (en km)	13 443	13 985	14 599

• Compteurs

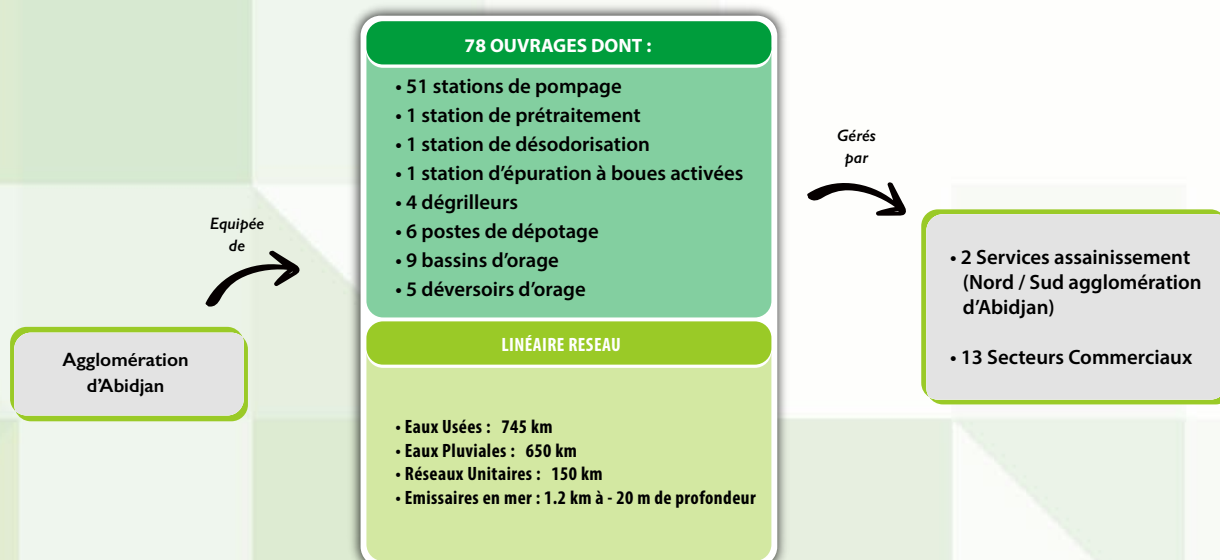
	2015	2016	2017
Fabrication compteurs :	133 910	107 961	106 290
➤ Réhabilitation (nombre)	40 495	102 809	58 409
➤ Neuf (nombre)	93 415	5 152	47 881
Achat compteurs neufs livrés	21 350	64 420	81 687

En 2017, la production de compteurs s'élève à 106 290 en léger retrait comparé à 2016. La baisse de la production s'explique par l'évolution technologique durant l'année avec le passage d'un compteur mécanique classique à un compteur télérelevable.

En tenant compte des compteurs complets achetés à l'extérieur, ce sont au total 187 977 qui ont été livrés à l'exploitation pour satisfaire aux besoins de renouvellement et de modernisation du parc.

■ Activité Assainissement

• Patrimoine affermé au 31 décembre 2017



A fin décembre 2017, le patrimoine affermé est resté stable. Le linéaire total de réseaux est de 1 546 km.

- **Abonnés**

Abonnés (nombre)	2015	2016	2017	Variation 17/16
Abonnés raccordés	256 118	264 859	280 790	6%
Abonnés raccordables	8 934	9 377	8 391	-10,5%
Abonnés non raccordables	138 553	160 006	184 166	15,1%
Total abonnés	403 605	434 242	473 347	9%

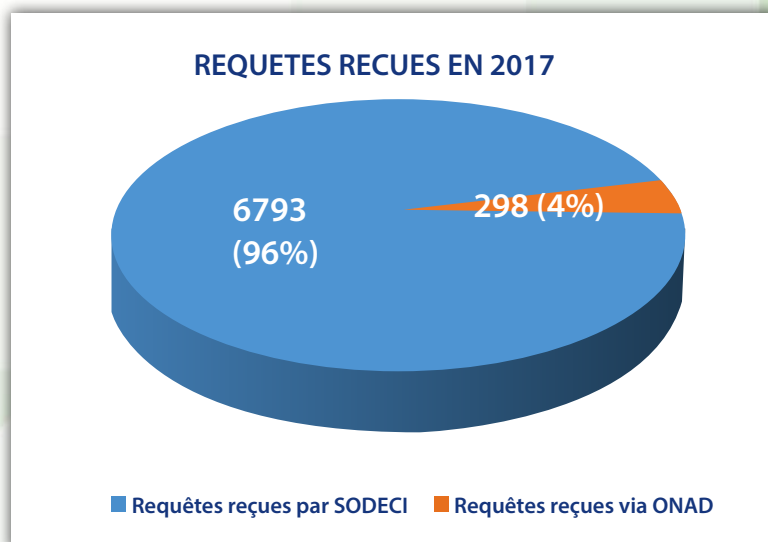
Le nombre d'abonnés augmente de 39 178, soit une évolution de 9 % par rapport à 2016.

Le nombre d'abonnés raccordés au réseau public progresse de 16 004, soit 6% par rapport à 2016 du fait essentiellement du basculement automatique des abonnés se trouvant dans les zones pourvues de réseaux. L'infrastructure d'assainissement ne suit pas le rythme de développement urbain de la ville, ce qui a pour conséquence un fort accroissement du nombre d'abonnés non raccordables.

- **Traitement des requêtes-clients**

En 2017, le nombre de requêtes-clients enregistrées aux centres d'appels est de 7 091 contre 8 775 en 2016, soit une baisse de 19%.

Cette tendance est liée notamment à l'amélioration du taux d'exécution du planning d'entretien préventif qui a permis de traiter par anticipation des points sensibles notamment lors de fortes pluies.



TYPLOGIE	PART (%)	NOMBRE
Branchement EU/EP	0,04%	3
Conduite sous construction	0,08%	6
Effondrement de conduite	0,21%	15
Egout Bouché	99,42%	7049
Passage sous voie	0,08%	6
Regard / avaloir sans grille	0,08%	6
Regard effondré	0,04%	3
Regard sans tampon	0,04%	3
	100%	7091

Rester à l'écoute
pour une meilleure prise en compte
des besoins des clients.



Centre de relation client : 175
www.sodeci.com

• **Entretien**

Indicateurs d'entretien des réseaux	2015	2016	2017	Variation 17/16
Curage EU-EP enterrées (ml)	289 280	312 034	315 738	+1,2%
Sable évacué (m3)	3 074	5 968	8 144	+36,5%
Interventions techniques suite à une requête	4 621	6 881	6 453	-6,2%
Disponibilité des stations	95%	97%	98%	+1,0%

Le volume supplémentaire de sable évacué en 2017 (2 176 m3), provient principalement du curage de 1,5 km du collecteur de base de diamètre 1 200 mm qui avait un taux d'ensablement de plus de 80%.

Par ailleurs afin d'éviter les inondations dans le sud du Plateau, 500 ml de réseau unitaire de diamètre 600 mm ont été curés entre la zone de la CARENA et le secteur du Plateau.



Camion d'Hydrocurage

• **Schéma Directeur de l'Assainissement**

L'étude du schéma directeur d'assainissement et de drainage de l'agglomération d'Abidjan réalisée par le Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme a retenu les hypothèses suivantes à l'horizon 2060 :

- Assainissement principalement de type collectif ;
- Taux de raccordement en moyenne de 75 % (contre 20% actuellement);
- 7,6 millions d'habitants dont 5,8 millions raccordés à l'horizon 2060 ;
- Volume d'eaux usées à traiter : 1 million de m3/jour.

Ces hypothèses ont fondé un plan d'investissements à réaliser sur la **période 2018/2060** et comprenant notamment :

➤ Eaux Usées :

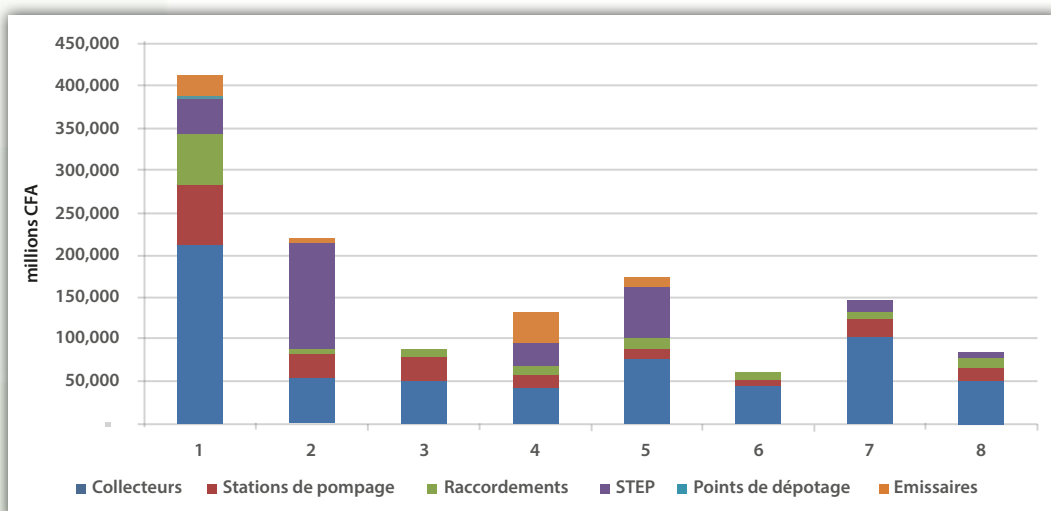
- 7 stations d'épuration (60 000 à 3,4 millions Eq.Hab) ;
- 7 émissaires (mer, lagune, rivière) ;
- 342 postes de pompage ;
- 20 postes de dépotage des matières de vidange (ANC) ;
- 6 400 km de réseaux ;
- Montant : 1 250 milliards de FCFA.

➤ Eaux Pluviales :

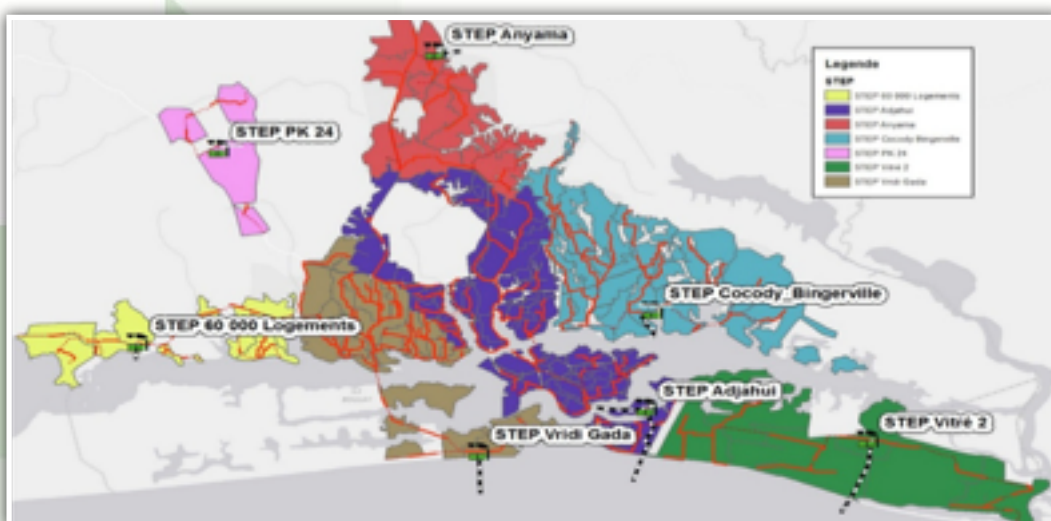
- 26 bassins d'orage pour un volume total de stockage de 7 millions de mètres cubes;
- Montant : 300 milliards de FCFA.

Source : Cabinet Merlin

Le programme comprend 8 phases. La phase 1 correspondant à la période 2018 - 2033.



Agglomération d'Abidjan / Plan de répartition des stations d'épuration



Le programme prioritaire phase 1 a prévu sur les 2 prochaines années :

- La réhabilitation de 11 stations de pompage ;
- La construction de 4 nouvelles stations de pompage : Sirène 2 ; Blokosso 2, Anador, Antananarivo ;
- La démolition de 2 stations de pompage : Sirène et KS1 ;
- La pose de 6 600 ml de refoulement ;
- La réhabilitation de 4 000 ml de collecteurs : aval SOPIM, amont Université, rue des Selliers ;
- La pose de 8 425 ml de nouveaux collecteurs : Blokosso, Anador.

4. BILAN SOCIAL ET SOCIÉTAL

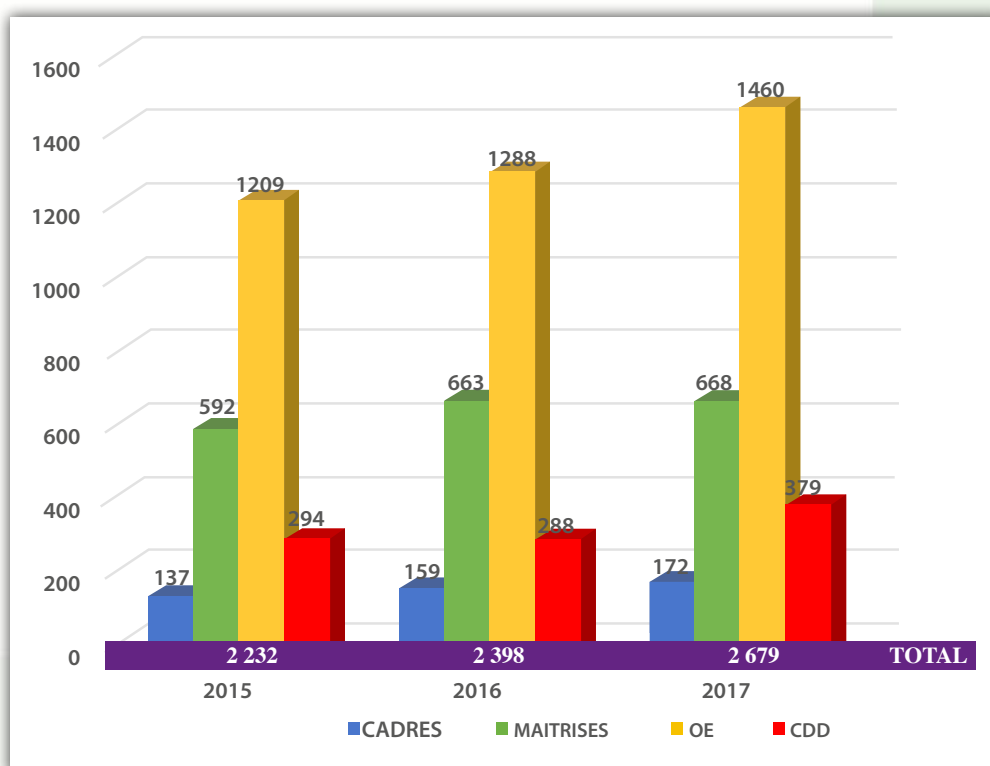
4.1. BILAN SOCIAL

■ Effectifs

A fin décembre 2017, l'effectif global de la SODECI est de 2 679 collaborateurs contre 2 398 en 2016, soit une augmentation de 11,7%. Cette évolution est essentiellement liée à l'accroissement des activités.

L'ancienneté moyenne est de 11,2 ans ; l'effectif féminin de 590 collaboratrices a progressé de 15% par rapport à 2016.

L'évolution de l'effectif se présente comme suit :



■ Frais médicaux

A fin décembre 2017, le coût des frais médicaux par agent, baisse de 2,5% par rapport à 2016, en cohérence avec le rajeunissement des effectifs.

Tableau d'évolution du coût par agent.

	2015	2016	2017
Coût par agent	378 139	393 123	383 463

■ Médecine du travail

• Activité préventive

A fin décembre 2017, 2 585 collaborateurs ont bénéficié de la visite médicale contre 2 289 en 2016, soit une hausse de 13%.

	2016	2017
Effectif cible	2 385	2 679
Agents ayant effectués la visite médicale	2 289	2 585
Taux de participation	96%	96,5%

Cette évolution s'explique notamment par :

- Le renforcement de l'équipe médicale (médecins, vacataires, infirmiers) ;
- La décentralisation des activités médicales (ouverture du Service médical de l'intérieur du pays, basé à Yamoussoukro).

La politique SODECI en matière de bien-être des collaborateurs notamment en favorisant les activités sportives, contribue à la réduction du taux de certaines pathologies chroniques dont le diabète qui est passé de 4% en 2016 à 3% à fin décembre 2017.

Mesures de lutte contre la « DENGUE »

Au cours de l'année 2017, une épidémie de DENGUE est apparue dans différentes zones du pays notamment à Abidjan.

La Dengue est une maladie virale transmissible par piqûre de moustique. Au niveau national un plan d'actions a été mis en place pour lutter contre cette maladie.

La SODECI a initié différentes actions de prévention et de détection. Aucun cas de Dengue n'a été enregistré parmi les collaborateurs.

• Activité curative

	2015	2016	2017
Agents	9 310	9 763	11 414
Conjoints (es)	1 437	1 156	1 720
Enfants	2 810	2 800	3 589
Stagiaires	943	892	1 509
TOTAL	14 500	14 611	18 232

A fin décembre 2017 on enregistre **18 232** consultations contre **14 611** en 2016. Cette hausse s'explique par :

- L'augmentation des effectifs de l'entreprise ;
- La proximité des activités du Service Médical du Travail (décentralisation) ;
- Le renforcement de l'équipe médicale.

■ Couverture maladie à la retraite SODECI

A fin décembre 2017, le nombre de collaborateurs retraités adhérents à l'assurance maladie est de 87 pour une dépense moyenne annuelle par assuré de 385 000 FCFA, soit une hausse de 10% comparé à 2016.

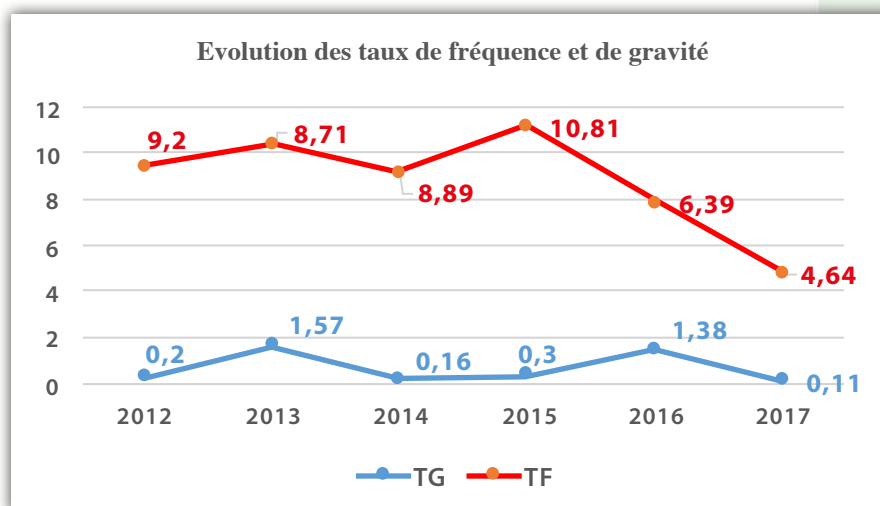
■ Formation

A fin décembre 2017, 981 collaborateurs ont été formés contre 720 en 2016. Soit une augmentation de 36% dû essentiellement à la formation initiale de nouveaux embauchés.

	2015	2016	2017
Formation initiale	264	26	382
Formation de reconversion	65	30	28
Formation continue	454	664	571
Total	783	720	981

■ Sécurité

A fin décembre 2017, les taux de fréquence et de gravité sont en amélioration comparés à l'année 2016.



Nous enregistrons 25 cas d'accidents contre 32 en 2016.

Les accidents de service en circulation sont de loin la première cause des accidents de travail à la SODECI avec un pourcentage de 72%.

Afin de réduire ces accidents en 2018, les mesures suivantes ont été mises en œuvre :

- Mise en place d'un plan d'actions spécifiques à la sécurité routière au profit du personnel nouvellement doté de moto notamment par la baisse des cylindrées des nouveaux conducteurs ;
- Poursuite des campagnes de sensibilisation du personnel concernant les risques liés aux métiers opérationnels ;
- Inspections des lieux et conditions de travail réalisées conjointement avec la médecine du travail ;
- Déploiement sur tous les sites, de registres d'enregistrement des presque-accidents.

■ Fonds sociaux

• Fonds commun de placement

Fonds Commun de Placement	2015	2016	2017	Variation 17-16
Actif du Fonds (millions FCFA)	18 152	18 203	16 493	-9,39%
Valeur liquidative	9 218	8 833	7 728	-12,52%

L'actif net du fonds est passé de 18 203 millions de F CFA en 2016 à 16 493 millions de FCFA au 31 décembre 2017, soit une baisse de 9,39%.

Cette variation s'explique essentiellement par la baisse du cours de la valeur SODECI (-30% sur l'exercice).

A fin décembre 2017, les produits financiers qui s'élèvent à 716 millions de FCFA baissent de 46,8% par rapport l'exercice précédent.

Cette régression s'explique par l'absence des plus-values sur cession de titres, consécutive à la baisse générale des cours sur le marché financier en 2017.

Au 31 décembre 2017, le nombre de souscripteurs actifs passe de 2 358 contre 2 131 en 2016; soit une hausse de 10,6%.

La valeur de rachat et de souscription passe de 5 800 FCFA à 6 200 FCFA.

4.2 QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT (QSE)

L'audit de certification suivi n° 2 avec extension des référentiels ISO 9001 et ISO 14 001 à la version 2015, s'est déroulé du 13 au 17 novembre 2017. Les résultats suivants ont été obtenus :

- 0 non-conformité majeure,
- 4 non-conformité mineure.

Au regard de ces résultats, le comité de certification de l'AFNOR a **maintenu les certificats de la SODECI avec extension à la version 2015 pour les référentiels ISO 9001 et ISO 14 001.**

En 2017, la SODECI (Direction Production Abidjan) a également concouru pour le Prix Ivoirien de la Qualité et a obtenu la 3e place du classement général des entreprises.

■ Engagement QSE en 2018

- Certification ISO 9001 de la Direction de l'Assainissement ;
- Extension du périmètre de certification ISO 9001 aux activités clientèles et commerciales de l'Exploitation Abidjan ;
- Certification QSE du site de Palmeraie ;
- Diagnostic énergétique - efficacité énergétique ;
- Evaluation RSE ISO 26 000 de la Direction Production Abidjan.

4.3 RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

■ Audit du systeme de reporting de SODECI RSE (CABINET MAZARS)

Le groupe ERANOVE communique des informations sociales, environnementales et sociétales dans son rapport de gestion.

Dans ce contexte, le groupe ERANOVE a désigné le cabinet Mazars en tant qu'« organisme tiers indépendant » pour la conduite de travaux de vérification dans ses filiales, des informations communiquées.

Cette visite de vérification s'est déroulée du 19 au 21 février 2018 ; les auditeurs ont conclu que les données de SODECI sont globalement cohérentes.

Dans le cadre du reporting des indicateurs extra-financiers conformément à la LOI de GRENELLE, 125 indicateurs sont reportés.

■ Bilan responsabilité sociétale des entreprises

La démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) de la SODECI se poursuit en intégrant les référentiels suivants :

- Les lignes directrices de la norme ISO 26 000 ;
- Les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 ;
- Les principes de reporting du Global Reporting Initiative V4.

Elle prend également en compte les 3 objectifs du décret de Responsabilité Sociétale des Organisations en cours d'élaboration par le Gouvernement Ivoirien. Ce décret vise à amener les grandes entreprises à se doter d'un :

- Plan de développement durable triennal ;
- Comité développement durable chargé de le conduire ;
- Rapport RSE annuel.



Les activités RSE prévues pour l'année 2018 sont :

- Validation des cartographies Enjeux et Parties prenantes ;
- Mise en place du comité de développement durable ;
- Finalisation du plan développement durable SODECI ;
- Première phase du dialogue RSE avec les parties prenantes ;
- Publication du rapport RSE 2017 ;
- Préparation de la Direction de la Production d'Abidjan à son évaluation AFAQ 26000 en 2018.

4.4. BILAN COMMUNICATION

En cohérence avec sa politique et stratégie 2017-2022, la SODECI a élaboré un plan de communication mettant l'accent sur la satisfaction des clients au travers de l'amélioration de la performance de ses services et de l'innovation.

■ Axes de communication 2018

Les actions de communication sont réparties selon la politique 2017-2022 :

Axe 1: Etre l'entreprise de référence en Afrique dans la gestion des services publics d'eau et d'assainissement.

Axe 2: Etre le meilleur partenaire de l'Etat en matière de gestion des services publics d'eau et d'assainissement.

Axe 3: Renforcer et rendre plus visible notre image d'entreprise citoyenne.

Axe 4: Etre innovant dans tous les domaines.

Axe 5: Renforcer le professionnalisme et le bien-être des collaborateurs.

■ Retour sur quelques événements des douze derniers mois

Communication externe

La SODECI, en s'appuyant sur sa politique et stratégie 2017/2022, poursuit la mise en œuvre, à travers un plan de communication, des actions visant à valoriser son image et à amplifier toutes les actions en faveur du développement durable et de la satisfaction du client.

Remise du rapport de facilitation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Ministère de Tutelle



24 mars 2017 : Le Directeur Général de la SODECI a remis officiellement le rapport de facilitation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au bénéfice des habitants du quartier de Koumassi cité Houphouët à M. Claude Isaac DE, Ministre de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme.

Projet de réhabilitation du système d'exploitation en eau potable du village de Yocoboué



07 avril 2017 : Lancement des travaux de renforcement du système d'alimentation en eau potable de Yocoboué dans le département de Guitry en présence du Ministre des Infrastructures Economiques, du Directeur Général de l'ONEP et du Directeur Général de la SODECI.

Cérémonie de proclamation des résultats de la 13^e édition du Prix Ivoirien de la Qualité

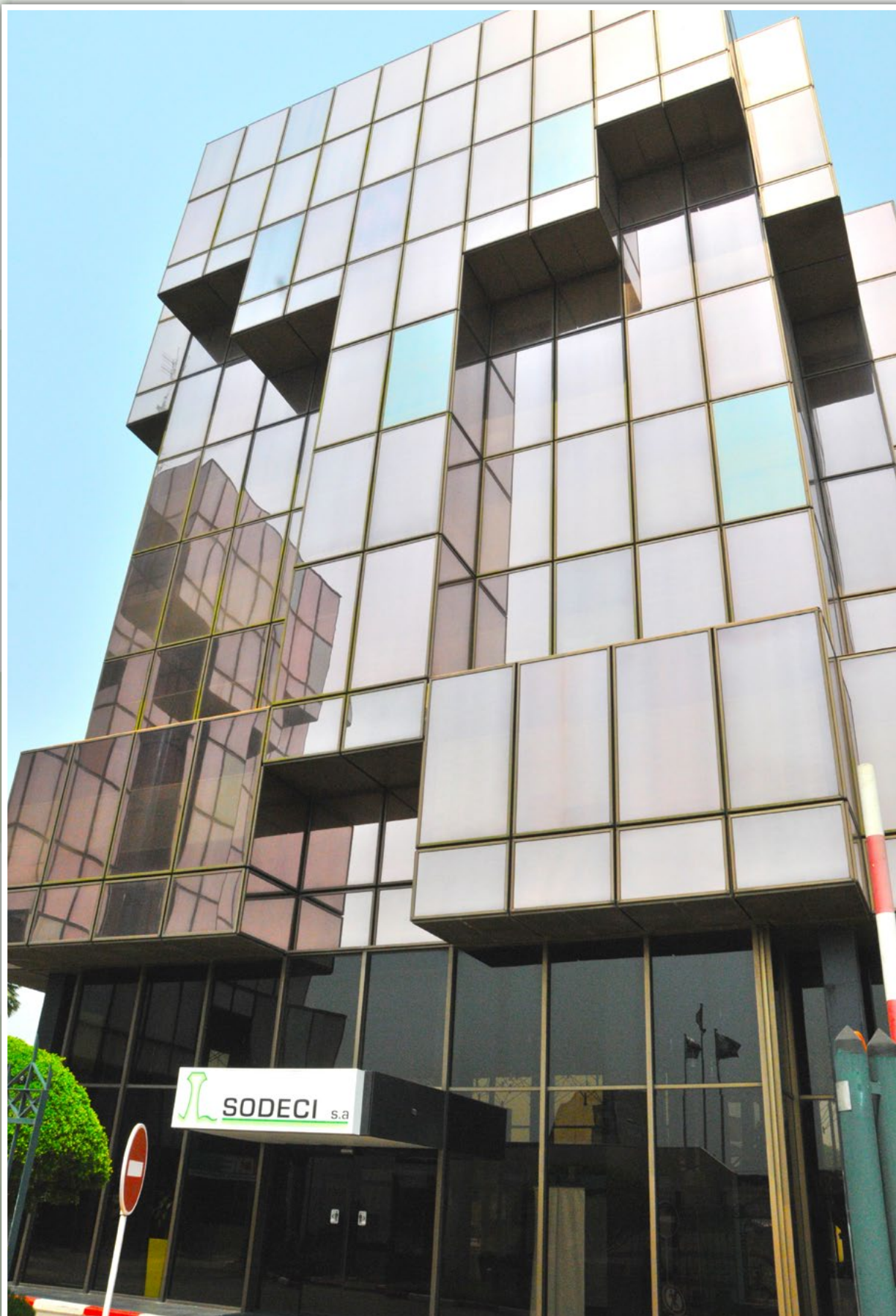


17 novembre 2017 : 3^e Prix Ivoirien de la Qualité remis au Directeur Général de la SODECI par Monsieur Jean-Claude BROU, Ministre de l'Industrie et des Mines. Ce prix vise à instituer une culture de la qualité pour plus de compétitivité des entreprises sur les marchés régionaux et mondiaux.

Parrainage par le Directeur Général de la SODECI de la 2^e promotion Institut d'Administration des Entreprises (IAE) / Master Marketing.



27 janvier 2018 : Parrainage par le Directeur Général de la SODECI de la 2^e promotion d'étudiants en Master II (Management-Marketing) de l'IAE/Université Nice Sophia Antipolis.



5. RESULTATS FINANCIERS DE L'Exercice 2017

5.1.1 Chiffre d'affaires

Libellé (en millions de FCFA)	2015	2016	2017	actu 2 2017	Var 17/ 16
Vente d'eau	49 512	54 007	54 994	56 320	2%
Travaux et services vendus	36 695	33 444	35 839	35 496	7%
Produits accessoires	1 684	498	393	472	-21%
Ventes de marchandises	38	33	42	20	27%
Total Chiffre d'affaires	87 929	87 982	91 269	92 307	4%

- **Ventes d'eau**

Les ventes d'eau sont en hausse d'environ 1 milliard FCFA par rapport à 2016. Cette augmentation s'explique par l'évolution de la production.

- **Travaux, Services vendus**

On note une hausse de l'activité de 2,4 milliards de FCFA, par rapport à 2016 essentiellement due à :

- la croissance de l'activité travaux (+1,8 milliard de FCFA) qui s'explique notamment par les effets combinés des différentes variations suivantes :
- La tendance positive des travaux financés par le fonds de développement (+3,3 milliards de FCFA) avec la réalisation des travaux des plans annuels 2016 et 2017.
- La baisse des travaux d'entreprise (-1,1 milliard de FCFA) liée à la fin en 2016 de certains chantiers générant un chiffre d'affaires important notamment les déplacements de réseau d'eau potable, la maîtrise d'œuvre de l'usine de Songon et la réalisation des branchements sociaux du projet KOICA.
- La baisse des travaux d'assainissement sur CDA.
- La hausse des branchements eau potable (+0,4 milliard de FCFA).

5.1.2 Production stockée ou immobilisée

La production stockée ou immobilisée connaît une évolution positive de 1,1 milliard de FCFA par rapport à 2016. Cette évolution s'explique par la hausse de la mise à disposition des compteurs.

5.1.3 Autres produits

L'évolution des autres produits (-1,3 milliard de FCFA) est due au produit exceptionnel enregistré en 2016 en lien avec la certification définitive des branchements de la période 2012-2015. Ce produit n'a pas d'équivalent en 2017.

5.1.4 Charges d'exploitation entrant dans la valeur ajoutée

Libellé (en millions de FCFA)	2015	2016	2017	actu 2 2017	Var 17/ 16
Achats et services extérieurs	(60 059)	(56 038)	(60 451)	(60 525)	8%
Transports	(2 242)	(2 137)	(1 956)	(2 016)	-8%
Impôts et taxes	(1 636)	(1 577)	(1 956)	(1 716)	24%
Autres charges	(3 822)	(4 463)	(4 395)	(4 098)	-2%
Total	(67 759)	(64 215)	(68 757)	(68 355)	7%

La hausse des charges d'exploitation entrant dans la valeur ajoutée (4,5 milliards de FCFA) est essentiellement due à la croissance des achats et services extérieurs.

➤ L'augmentation des charges directes de production (+1,4 milliard de FCFA) liée à la hausse de la production d'eau potable.

• Les achats et services extérieurs

Ils sont en hausse de 4,4 milliards de FCFA en raison des effets conjugués ci-après :

- La hausse observée sur les services extérieurs (+3 milliards de FCFA) liée à la sous-traitance consécutive à l'évolution de l'activité travaux ;

• Les autres charges

Elles enregistrent principalement les pertes et provisions pour dépréciation des actifs notamment des créances clients. Elles sont stables par rapport à 2016.

5.1.5 Valeur ajoutée

Libellé (en millions de FCFA)	2016	2017	actu 2 2017	Var 17/ 16
Chiffre d'affaires	87 982	91 269	92 307	4%
Production stockée ou immobilisée	1 847	2 991	2 864	62%
Autres produits	1 700	419	2	-75%
Charges d'exploitation entrant dans la VA	(64 215)	(68 757)	(68 355)	7%
Valeur Ajoutée	27 314	25 921	26 818	-5%
Taux de Valeur ajoutée sur Chiffre d'affaires	31%	28%	29%	0%

La valeur ajoutée en 2017, est en retrait de 1,4 milliard de FCFA par rapport à 2016. Cette évolution est essentiellement liée à :

- La baisse de la marge brute eau (-0,4 milliard de FCFA) en raison de l'évolution du ratio de facturation ;
- L'évolution positive de la marge travaux (+0,4 milliard de FCFA) en lien avec celle du chiffre d'affaires travaux ;
- La baisse des autres produits (-1,3 milliard de FCFA).

5.1.6 EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)

Libellé (en millions de FCFA)	2016	2017	actu 2 2017	Var 17/16
Valeur Ajoutée (VA)	27 314	25 921	26 818	-5%
Charges du personnel	(17 044)	(18 349)	(18 044)	8%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	10 271	7 573	8 774	-26%
Taux d'EBE sur Chiffre d'affaires	12%	8%	10%	19%
Taux EBE sur Valeur ajoutée	38%	29%	33%	9%

L'**Excédent Brut d'Exploitation (EBE)** est en retrait (2,7 milliards de FCFA) par rapport à 2016 du fait des effets combinés de la baisse de la valeur ajoutée et de la hausse des charges de personnel (+1,3 milliard de FCFA).

L'évolution des charges de personnel s'explique

principalement par l'accroissement des effectifs en lien avec l'évolution du nombre de clients.

La productivité de l'activité eau (nombre d'agents pour 1 000 abonnés) est restée stable à 1,8 contre 1,7 en 2016. Pour mémoire, le Plan Calcul activité eau prévoit une productivité de 2,1 agents pour 1 000 abonnés.

5.1.7 RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Libellé (en millions de FCFA)	2016	2017	actu 2 2017	Var 17/16
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	10 271	7 573	8 774	-26%
Dotations aux amortissements et aux provisions	(6 938)	(6 912)	(6 490)	0%
Reprises de provisions	203	1 603	761	689%
Résultat d'exploitation	3 536	2 264	3 045	-36%

Le **résultat d'exploitation** est en baisse (-1,3 milliard de FCFA), l'évolution de l'EBE (-2,7 milliards de FCFA) étant partiellement compensée par les reprises de provisions pour risque (+1,4 milliard de FCFA) liées au contrôle fiscal et au litige COPRIM.

5.1.8 RÉSULTAT NET

Evolution (millions de FCFA)	2016	2017	actu 2 2017	Var 17/16
Résultat d'exploitation	3 536	2 264	3 045	-36%
Résultat Financier	792	843	738	6%
Résultat des Activités Ordinaires	4 328	3 106	3 783	-28%
Résultat Hors Activités Ordinaires	-79	456	0	-680%
Résultat avant impôt	4 249	3 563	3 783	-16%
Impôt sur le bénéfice industriel et commercial (BIC)	(1 542)	(840)	(1 107)	-46%
Résultat net	2 707	2 723	2 676	1%

Le **résultat net** est stable car la baisse du résultat d'exploitation est compensée par :

- La hausse du résultat financier ;
- La baisse de l'impôt BIC en raison de l'utilisation des dispositions fiscales existantes (crédit d'impôt pour investissement, crédit d'impôt pour embauche...).

5.2 BILAN

5.2.1 Bilan – actif

(En millions de FCFA)	2016	2017	Var 17/16	Var 17/16 (%)
Actif immobilisé net	30 731	32 619	1 887	6%
Immobilisations incorporelles	440	397		
Immobilisations corporelles	28 306	30 372		
Immobilisations financières	1 985	1 849		
Actifs circulant	133 965	152 998	19 033	14%
Stocks	12 870	14 550		
Créances clients	108 915	114 902		
Autres actifs circulant	12 180	23 546		
Trésorerie actif	6 464	9 260	2 796	43%
Total actif	171 160	194 876	23 716	14%

Le total du bilan augmente de 23,7 milliards de FCFA (+14%) entre les deux périodes. Cet accroissement est imputable à l'évolution de l'actif immobilisé net (+ 1,9 milliard de FCFA), de l'actif circulant (+19 milliards de FCFA) et de la trésorerie actif (2,8 milliards de FCFA).

L'augmentation de l'actif immobilisé net est liée principalement :

- A l'acquisition de compteurs (0,9 milliard de FCFA) en rapport avec l'évolution du nombre d'abonnés et du renouvellement des compteurs en fin de vie ;
- Au renouvellement et à l'extension du parc automobile pour faire face aux besoins des activités (0,8 milliard de FCFA).

La progression de l'actif circulant est liée essentiellement :

- Aux stocks (approvisionnements sur le dernier semestre pour faire face aux besoins des chantiers en cours) ;
- Aux créances clients et autres créances (voir commentaires au point suivant).

L'amélioration de la Trésorerie Actif est liée aux facilités bancaires obtenues en fin d'exercice pour faire face aux dettes fournisseurs échues.

Evolution des créances clients (nettes)

en millions de FCFA	2016	2017	Var 17/16	Var 17/16 (%)
Clients Etat	33 426	38 476	5 051	15%
Clients privés	75 490	76 426	936	1%
Total clients	108 915	114 902	5 987	5%

Les créances clients enregistrent une hausse de 6 milliards de FCFA. L'augmentation des créances clients Etat est liée principalement aux travaux à facturer au titre de différents chantiers en cours. L'évolution des créances clients privés est à mettre en rapport avec l'augmentation de la facturation.

Dettes et créances croisées entre SODECI et l'Etat de Côte d'Ivoire

La situation des dettes et créances croisées compensables entre la SODECI et l'Etat de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2017 présente un solde de 1,7 milliard de FCFA en faveur de SODECI, détaillé dans le tableau ci-dessous.

(Montants en milliers de FCFA)

Désignation	Sommes dues par l'Etat	Sommes dues par SODECI
Impayés Eau Administration à fin 12/2017	8 835 247	
Impayés Eau EPN compensables à fin 12/2017	3 389 398	
Impayés Travaux ADM et EPN à fin 12/2017	9 384 624	
Surtaxes non reversées à fin 12/2017		16 106 334
Part FNE liée aux impayés ADM & EPN Compensables à fin 12/2017		1 298 827
Part TVA liée aux impayés ADM & EPN Compensables à fin 12/2017		2 503 352
Total	21 609 269	19 908 513
Solde dettes et créances croisés en faveur de SODECI	1 700 756	

Le solde des dettes et créances croisées en faveur de SODECI enregistre une baisse de 2,5 milliards de FCFA. Cette situation est due à l'effet combiné de la baisse des impayés travaux (projet KOICA, apurement partiel des arriérés de taxes de drainage sur 2017) et à l'augmentation des surtaxes encaissées et non reversées.

Situation liquidative des dettes et créances entre SODECI et l'Etat de Côte d'Ivoire

En milliers de FCFA	Dû par l'Etat	Dû par SODECI
Impayé net à fin décembre 2017	1 700 756	
Fonds de développement de l'eau	81 040 124	
Contribution développement Assainissement		1 153 895
Total situation liquidative	82 740 880	1 153 895
Solde au 31.12.2017 en faveur de SODECI	81 586 985	

La situation liquidative en faveur de SODECI s'élève à fin 2017 à 81,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 21,2 milliards de FCFA comparée à 2016. Cela s'explique principalement par l'évolution du déficit du secteur de l'eau potable préfinancé par la SODECI qui augmente de 23,9 milliards de FCFA.

Evolution des autres créances

(en millions de FCFA)	2016	2017	Var 17/16	Var 17/16 (%)
Fournisseur avances versées	7 739	5 185	-2 553	-33%
Autres créances Etat	3 165	15 866	12 701	401%
Autres créances diverses	1 277	2 495	1 218	95%
Total autres actifs circulants	12 180	23 546	11 366	93%

Les autres créances progressent de 11,4 milliards de FCFA (+93%) par rapport à l'exercice précédent sous l'effet de la baisse des avances fournisseurs, de l'augmentation des créances Etat et des autres créances diverses.

L'augmentation des autres créances Etat (12,7 milliards de FCFA) est due au solde de l'ensemble des comptes du secteur (surtaxes FNE et FDE) devenu débiteur à fin décembre 2017. Cette situation résulte du préfinancement par SODECI du déficit d'exploitation et des dépenses du secteur de l'eau potable.

La hausse des autres créances diverses est principalement liée :

- Aux charges constatées d'avances au titre des prestations à fournir par AWALE CORPORATION à SODECI dans le cadre de l'interconnexion par fibre optique des sites SODECI;
- A la remontée des encaissements COOPEC de l'intérieur du pays non encore positionnés sur les comptes bancaires de SODECI.

5.2.2 Bilan passif

(en millions de FCFA)	2016	2017	Var 17/ 16	Var 17/ 16 (%)
Capitaux permanents	52 037	50 710	-1 328	-3%
Capitaux propres	13 086	13 169		
Emprunts et dettes financières diverses	32 290	31 331		
Provisions pour risques et charges	6 661	6 209		
Passif circulant	86 074	92 128	6 054	7%
Dettes fournisseurs	36 209	50 953		
Dettes fiscales	20 797	11 295		
Autres dettes à court terme	29 068	29 880		
Trésorerie passif	33 049	52 038	18 990	57%
Total passif	171 160	194 876	23 716	14%

Les Capitaux permanents sont en retrait de 1,3 milliard de FCFA en raison principalement de la baisse des emprunts et dettes financières diverses, en lien avec le remboursement intégral au cours de l'exercice 2017 :

- du solde de l'emprunt à moyen terme SIB,
 - de la part échue de l'emprunt SGBCI,
- et des reprises de provisions pour risques et charges liées à l'affaire COPRIM.

Le Passif circulant connaît une hausse de 6,1 milliards de FCFA entre les deux exercices. Cette situation résulte essentiellement de l'effet conjugué de la hausse des dettes fournisseurs, atténuée par la baisse des dettes fiscales.

L'augmentation des dettes fournisseurs de 14, 7 milliards de FCFA est due aux difficultés de trésorerie qui nous ont contraint à renégocier le délai de paiement des fournisseurs et à recourir davantage aux paiements par traites avec des échéances plus longues.

La baisse des dettes fiscales de 9,5 milliards de FCFA par rapport à l'exercice précédent s'explique principalement par le reclassement à l'actif de l'ensemble des comptes du secteur devenu débiteur à fin décembre 2017 du fait de la dégradation du solde du FDE qui enregistre à la fois le déficit d'exploitation et les travaux préfinancés par la SODECI pour le maintien de la continuité du service. L'accroissement de la Trésorerie Passif est dû au déséquilibre financier du secteur de l'eau potable supporté par SODECI.

Besoin en Fonds de Roulement et variation de la trésorerie

(en millions de FCFA)	2016	2017	Var 17/16	Var 17/16 (%)
Fonds de roulement	21 306	18 091	-3 214	-15%
Besoin en fonds de roulement	47 891	60 870	12 979	27%
Trésorerie nette comptable	-26 585	-42 779	-16 194	61%

Le fonds de roulement est en recul de 3,2 milliards de FCFA en raison de l'effet combiné de :

- La hausse de l'actif immobilisé liée aux investissements effectués (compteurs, matériel roulant...);
- La baisse des capitaux permanents en lien avec le remboursement des emprunts.

Le besoin en fonds de roulement augmente de 13 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable surtout au déficit des comptes du secteur (le solde du FDE accuse une dégradation de 23,9 milliards de FCFA par rapport à fin 2016).

En conséquence, **la trésorerie nette comptable** à fin décembre 2017 enregistre une baisse de 16,2 milliards de FCFA (-61%) par rapport à l'exercice précédent.

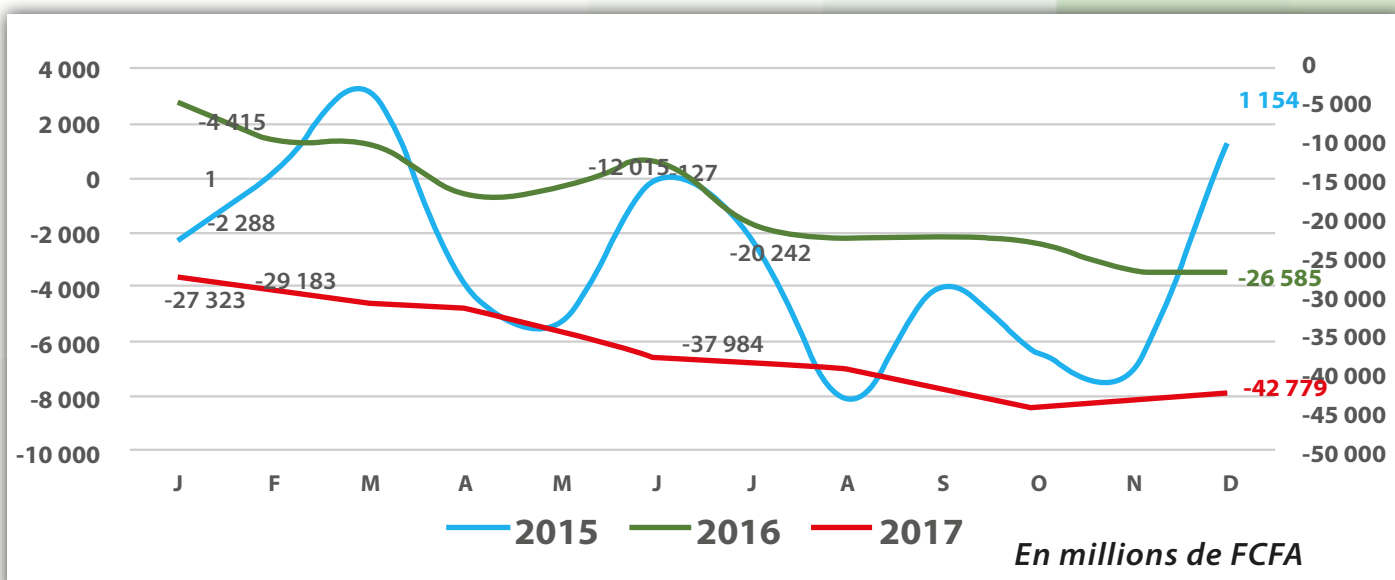
Evolution de la trésorerie nette comptable de 2015 à 2017

La trésorerie nette comptable s'est dégradée de 43,9 milliards de FCFA au cours des trois derniers exercices passant de 1,2 milliard FCFA (31/12/2015) à - 42,8 milliards (31/12/2017).

Cette situation est à mettre en rapport avec l'évolution du déficit du Fonds de Développement de l'Eau (inclus dans la trésorerie globale décrite ci-dessus) qui passe de -34,8 milliards (31/12/2015) à -81 milliards (31/12/2017).

Le déficit du FDE s'explique essentiellement par :

- L'imputation sur le FDE, conformément au contrat d'affermage, de l'écart entre le coût réel du service affermé et le prix appliqué au client ;
- La hausse des travaux de maintenance des installations du réseau d'eau potable ;
- L'augmentation des travaux d'extension du réseau d'eau potable
- L'augmentation des branchements subventionnés liés aux importants besoins à satisfaire ;



5.3 CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ET TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS

■ Capacité d'autofinancement

(En millions de FCFA)	2016	2017	Valeur	Variations %
Excédent brut d'exploitation	10 271	7 572	-2 699	-36%
Revenus financiers	1 481	1 350	-131	-10%
Produits HAO	316	734	418	57%
Frais financiers	-689	-549	140	-25%
Charges HAO	-220	-27	193	-710%
Impôt sur le résultat	-1 542	-840	702	-84%
Capacité d'autofinancement	9 616	8 240	-1 376	-17%

La **capacité d'autofinancement** recule de 1,4 milliard de FCFA (-17%) par rapport à l'exercice 2016, en raison principalement de la baisse de l'excédent brut d'exploitation (EBE), atténuée par la hausse des produits HAO et la baisse de l'impôt sur le résultat.

■ Tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE)

(En millions de FCFA)	2016	2017
Ressources		
Capacité d'autofinancement	9 616	8 240
Dividende exercice précédent	-3 240	-2 700
Autofinancement	6 376	5 540
Emprunt nets (souscriptions - remboursement de l'exercice)	-114	-810
Ressources nettes de financement	6 262	4 731
Emplois		
Variation des stocks	571	1 680
Variation des créances	9 021	17 353
Variation des dettes circulantes	14 724	-6 687
Variation besoin de financement d'exploitation (BFE)	24 316	12 346
Investissements nets	9 692	7 946
Divers hors activités ordinaires	-7	633
Emplois totaux à financer	34 001	20 925
Variation de la trésorerie	-27 740	-16 194

L'**autofinancement** est en retrait de 0,8 milliard de FCFA, en liaison avec l'évolution constatée sur l'EBE. Les **ressources nettes de financement** reculent de 1,5 milliard de FCFA en raison du remboursement des emprunts.

La **variation du BFE** régresse de 12 milliards de FCFA (-49%) car l'augmentation des stocks et des créances est atténuée par l'évolution des dettes circulantes.

Les investissements nets enregistrent un recul de 1,7 milliard de FCFA.

En conséquence, la **trésorerie nette comptable** accuse une baisse de 16,2 milliards de FCFA entre les exercices 2016 et 2017.

5.4 RATIOS FINANCIERS

Désignation	2015	2016	2017
Ratios de structure financière			
Autonomie financière	0.08	0.08	0.07
Liquidité générale	1.22	1.18	1.13
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement	0.26	0.25	0.26
Ratios de gestion			
Rotation des capitaux propres	6.46	6.72	6.68
Ratios de rentabilité			
Rentabilité commerciale (EBE/chiffre d'affaires) (%)	9.79	11.67	8.30
Rentabilité des fonds propres (%)	24.17	20.69	20.67
Rentabilité de l'action			
Cours de l'action au 31/12 (F CFA)	103 995	84 500	5 910
Cours moyens annuel de l'action (F CFA)	75 795	87 567	58 119

Le ratio d'autonomie financière demeure stable.

Le ratio de liquidité générale qui traduit la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes à court terme à partir de son actif circulant est en retrait par rapport à l'exercice précédent du fait du niveau élevé des concours bancaires à fin 2017.

La part des fonds propres dans les ressources stables de financement reste stable par rapport à l'exercice précédent.

Le ratio de rotation des capitaux propres (chiffre d'affaires/capitaux propres) demeure stable.

Le ratio de rentabilité commerciale est en retrait par rapport à l'exercice précédent, en lien avec la baisse de l'EBE.

Le ratio de rentabilité des fonds propres est stable par rapport à 2016.

Le cours de bourse de l'action à fin décembre 2017 s'établit à 5 910 FCFA à comparer à un cours de 78 590 FCFA à fin décembre 2016. Cette évolution résulte du fractionnement de l'action SODECI intervenu au cours du mois de décembre 2017 conformément à :

- L'instruction n° 02-2015 BRVM/DG du 16 janvier 2015 relative au flottant des sociétés cotées ;
- La décision de l'Assemblée Générale mixte du 16 mai 2017 de la SODECI ;
- L'avis n°254-2017 BRVM/DG du 12 décembre 2017.

Ce fractionnement a permis :

- D'augmenter le nombre d'actions de 900 000 à 9 000 000 ;
- De ramener la valeur nominale de l'action de 5 000 FCFA à 500 FCFA.

Le cours moyen annuel en bourse chute de 29 448 FCFA (- 51%) par rapport à l'exercice 2016, en lien avec ce fractionnement.

6. ETATS COMPTABLES ET DONNEES D'ACTIVITES

6.1. ETATS COMPTABLES 2017

	Montant 2 017	Montant 2 016	Montant 2 015	Structure % 2017	Var. 17/16 Val. Absolue	Var. 17/16 %
Amortissement/provision nets	5 559	6 909	4 191	43,63	-1 350	-24,29
Résultat net	2 723	2 707	3 291	21,37	16	0,57
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE	8 281	9 616	7 482	65,00	-1 334	-16,11
Avances sur consommation nettes	2 058	1 945	1 691	16,15	112	5,46
Emprunts à + d'un an	2 156	2 301	12 098	16,93	-144	-6,69
Cessions d'immobilisations	244	216	220	1,92	29	11,75
(+) Reprises de provisions						
TOTAL RESSOURCES	12 740	14 077	21 491	100,00	-1 338	-10,50
Investissements (dont financiers)	8 190	9 907	10 090	64,28	-1 717	-20,97
Remboursement emprunts à + d'un an	5 065	4 360	878	39,76	705	13,91
Bénéfices distribués	2 700	3 240	3 060	21,19	-540	-20,00
Prêts à plus d'un an			-		0	0,00
Accroissement du fonds de roulement	-3 215	-3 430	7 463	-25,24	215	-6,69
TOTAL EMPLOIS	12 740	14 077	21 491	100,00	-1 338	-6,22
BILAN (en Millions de FCFA)						
Immobilisations corporelles et incorporelles	30 769	28 746	24 948	15,79	2 023	6,58
Immobilisations financières	1 849	1 985	2 083	0,95	-136	-7,33
ACTIF IMMOBILISE	32 619	30 731	27 031	17,95	1 888	5,79
Stocks	14 550	12 870	12 298	7,47	1 680	11,54
Créances client Etat	38 476	33 425	29 149	19,74	5 051	13,13
Autres créances clients	76 426	75 490	71 248	39,22	937	1,23
Autres valeurs réalisables	23 546	12 180	11 677	12,08	11 366	48,27
ACTIF CIRCULANT	152 998	133 965	124 372	78,51	19 033	12,44
SODECI Nantis AFD & DAT						
Disponible	9 260	6 464	12 427	4,75	2 796	30,19
TOTAL GENERAL ACTIF	194 876	171 160	163 830	100,00	23 716	12,17
Fonds propres	13 169	13 086	13 619	6,76	83	0,63
Provisions pour risques et charges	6 209	6 661	5 085	3,19	-452	-7,28
Dettes financières et ressources assimilées	31 331	32 289	33 063	16,08	-958	-3,06
dont avances /consommation	24 433	22 375	20 430	12,54	2 058	8,42
CAPITAUX PERMANENTS	50 710	52 036	51 767	38,56	-1 326	-2,62
Dettes fiscales non exigibles	10 135	4 303	23 054	5,20	5 832	57,54
dont CDA	0	896	582	0,00	-896	100,00
Surtaxe à reverser	0	14 952	11 906	0,00	-14 952	-100,00
Dettes fiscales exigibles	1 160	1 542	1 181	0,60	-382	-32,94
Fournisseurs	50 953	36 209	34 877	26,15	14 744	28,94
Autres dettes	29 880	29 068	29 773	15,33	811	2,72
PASSIF CIRCULANT	92 128	86 075	100 791	47,28	5 157	5,60
Crédit bancaire	52 038	33 049	11 272	26,70	18 989	36,49
TOTAL PASSIF	144 166	119 124	112 063	73,98	25 042	17,37
Dont Bénéfice / Perte	2 723	2 707	3 291	1,40	16	0,57
TOTAL GENERAL PASSIF	194 876	171 160	163 830	100,00	23 716	12,17
RATIOS						
RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE		2017	2016	2015	2014	2013
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement		1,55	1,69	1,92	1,75	1,85
Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net		0,12	0,16	0,19	0,14	0,15
Autonomie financière		0,07	0,08	0,08	0,09	0,08
Liquidité générale		1,13	1,18	1,23	1,15	1,15
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement		0,26	0,25	0,26	0,33	0,33
RATIOS DE GESTION						
Rotation des capitaux propres		6,93	6,72	6,46	6,07	6,04
Rotation des stocks (en jours)		468	472	747	676	574
Durée du crédit clientèle (en jours)		151	144	117	115	114
RATIOS DE RENTABILITE						
Rentabilité de l'exploitation (en %)		8,30	11,67	9,79	10,35	8,66
Rentabilité des fonds propres (en %)		20,67	20,69	24,17	23,29	19,28
RESULTATS PAR ACTION						
Nombre d'actions		9 000 000	900 000	900 000	900 000	900 000
Bénéfice brut		3 563	4 249	4 472	4 620	3 141
Bénéfice net		2 723	2 707	3 291	3 118	2 448
Dividendes de l'exercice		2 700	2 700	3 060	2 430	2 430
Fonds propres		13 169	13 086	13 619	13 388	12 700
Cours de l'action		5 910	84 500	103 995	91 300	81 600

6.2 DONNEES D'ACTIVITES 2017

ACTIVITES

	REALISE DEC 2016	REALISE DEC 2017	VAR . D. 17 / D. 16	Actu 2 2 017	Plan 2 018	Variation AC 2 2017/ PL 2018
DONNEES D'ACTIVITE						
EAU						
NOMBRE DE CLIENTS	937 183	1 028 930	9,79%	1 012 776	1 084 296	7,06%
ABIDJAN	434 242	473 347	9,01%	458 563	491 049	7,08%
INTERIEUR	502 941	555 583	10,47%	554 213	593 247	7,04%
M3 PRODUITS (en K.M3)	242 393	251 189	3,63%	258 625	265 861	2,80%
ABIDJAN	161 993	164 631	1,63%	169 728	171 100	0,81%
INTERIEUR	80 400	86 558	7,66%	88 896	94 761	6,60%
M3 FACTURES (en K.M3)	180 583	184 529	2,18%	190 195	198 940	4,60%
ABIDJAN	109 057	106 666	-2,19%	110 544	113 810	2,95%
INTERIEUR	71 526	77 862	8,86%	79 651	85 130	6,88%
RATIO DE FACTURATION	74,5%	73,5%	-1,39%	73,5%	74,8%	1,75%
ABIDJAN	67,3%	64,8%	-3,76%	65,1%	66,5%	2,13%
INTERIEUR	89,0%	90,0%	1,11%	90%	89,8%	0,26%
M3 FACTURES (TRANCHES)	100%	100%	0%	100%	100%	0%
SOCIALE	30%	33%	9%	30%	33%	10%
DOMESTIQUE	37%	38%	3%	37%	38%	3%
NORMALE	10%	10%	-1%	10%	10%	0%
INDUSTRIELLE	12%	10%	-20%	12%	10%	-17%
ADMINISTRATION	10%	9%	-14%	11%	9%	-18%
M3 FACTURES PAR ABONNE	193	179	-6,93%	188	183	-2,30%
BRANCHEMENTS (en Millions de FCFA)						
TOTAL	8 284	8 541	3,10%	8 789	8 905	1,32%
DONT SUBVENTIONNES	3 961	4 215	6,40%	4 760	4 634	-2,66%
DONT ORDINAIRES	4 323	4 326	0,08%	4 029	4 271	6,02%
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions de FCFA)						
TOTAL	87 982	91 269	3,74%	92 307	97 346	5,46%
EAU	54 007	54 994	1,83%	56 320	59 199	5,11%
TLE & ACCESSOIRES	11 073	11 612	4,87%	11 933	11 931	-0,02%
ASSAINISSEMENT (y compris travaux sur CDA)	3 619	3 320	-8,25%	3 453	3 345	-3,14%
TRAVAUX	17 653	19 778	12,04%	18 974	21 262	12,06%
ASSISTANCE EXTERIEURE	1 099	1 129	2,68%	1 136	1 139	0,26%
PRODUITS ACCESSOIRES	531	436	-17,87%	492	471	-4,17%
RATIOS D'EXPLOITATION						
VALEUR AJOUTEE / CA	31,0%	28,4%	-8,5%	29,1%	30,0%	3,12%
E.B.E. / CA	11,7%	8,3%	-28,9%	9,5%	10,1%	5,93%
FRAIS FIN. / CA	0,8%	0,6%	-23,4%	3,5%	1,6%	-53,22%
RESULTAT NET / CA	3,1%	3,0%	-3,1%	2,9%	2,8%	-3,24%
FRAIS PERSONNEL / CA	19,4%	20,1%	3,8%	19,5%	19,9%	1,75%

L'assainissement pour un cadre de vie sain.



Centre de relation client : 175

www.sodeci.com

 **SODECI** s.a.
Notre mission, vous servir



Une Société du Groupe  **afra**nove

7. ETATS FINANCIERS

BILAN

ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
ACTIF IMOBILISE (1)				
AA Charges immobilisées				
AX Frais d'établissement				
AY Charges à répartir				
AC Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles				
AE Frais de recherche et développement				
AF Brevets, licences et logiciels	3 788 797 311	3 391 375 126	397 422 185	439 667 421
AG Fonds de commerce				
AH Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	116 956 903	-	-
AI Immobilisations corporelles				
AJ Terrains	558 160 031		558 160 031	558 160 031
AK Batiments	11 452 516 261	8 806 155 119	2 646 361 142	413 676 737
AL Installations et agencements	14 632 778 628	6 807 534 828	7 825 243 800	10 408 044 359
AM Matériels	27 459 777 567	14 256 253 540	13 203 524 027	11 699 000 131
AN Matériels de transport	14 557 595 874	8 668 023 551	5 889 572 323	5 062 786 048
AP Avances et acomptes versés sur immobilisations	248 793 333		248 793 333	164 653 319
AQ Immobilisations financières				
AR Titres de participations	219 700 000		219 700 000	219 700 000
AS Autres immobilisations financières	1 665 662 227	35 927 415	1 629 734 812	1 765 424 580
AW (1) dont H.A.O. : Brut Net				
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	74 700 738 135	42 082 226 482	32 618 511 653	30 731 112 626
ACTIF CIRCULANT				
BA Actif circulant HAO				
BB Stocks				
BC Marchandises				
BD Matières premières et autres approvisionnements	13 000 890 253	385 021 917	12 615 868 336	11 943 966 221
BE Encours				
BF Produits fabriqués	1 933 645 639		1 933 645 639	925 701 370
BG Créances et emplois assimilés				
BH Fournisseurs, avances versées	5 185 483 044		5 185 483 044	7 738 661 652
BI Clients	148 341 520 649	33 439 574 490	114 901 946 159	108 915 111 440
BJ Autres créances	19 355 575 271	994 971 405	18 360 603 866	4 441 458 033
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	187 817 114 856	34 819 567 812	152 997 547 044	133 964 898 716
TRESORERIE - ACTIF				
BQ Titres de placement				
BR Valeurs à encaisser			-	-
BS Banques, CCP, caisses	9 301 598 319	41 938 703	9 259 659 616	6 463 840 216
BT TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	9 301 598 319	41 938 703	9 259 659 616	6 463 840 216
BU Ecart de conversion - actif (IV) (perte probable de change)				
BZ TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	271 819 451 310	76 943 732 997	194 875 718 313	171 159 851 558

BILAN

PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé	-	
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	2 911 725 555
CH Report à nouveau	763 446 800	756 315 155
CI Résultat net de l'exercice	(+ ou -) (bénéfice + ou perte -)	2 707 131 645
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement		
CM Provisions réglementées et fonds assimilés	60877913	
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	13 169 476 097	13 085 966 431
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA Emprunts	3 779 701 721	7 514 745 494
DB Dettes de crédit bail et assimilées	3 118 504 430	2 400 359 930
DC Dettes financières diverses	24 433 159 238	22 375 323 407
DD Provisions financières pour risques et charges	6 208 831 019	6 660 792 134
DE (1) dont H.A.O.		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	37 540 196 408	38 951 220 965
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	50 709 672 505	52 037 187 396
PASSIF CIRCULANT		
DH Dettes circulantes et ressources assimilées HAO	589 730 490	1 223 195 112
DI Clients, avances reçues	19 972 606 231	19 399 553 922
DJ Fournisseurs d'exploitation	50 952 765 983	36 209 081 393
DK Dettes fiscales	11 295 052 325	20 797 280 170
DL Dettes sociales	3 852 181 338	3 046 844 080
DM Autres dettes	5 465 276 829	5 398 135 513
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	92 127 613 196	86 074 090 190
TRESORERIE PASSIF		
DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	52 038 432 612	33 048 573 972
DT TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	52 038 432 612	33 048 573 972
DU Ecart de conversion - Passif (V)		
DZ TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	194 875 718 313	171 159 851 558

N°d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES			Exercice 2017	Exercice 2016
ACTIVITES D'EXPLOITATION				
RA	Achats de marchandises			
RB	Variation de stocks	(+ ou -)		
		(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		18 494 756 298	16 492 781 627
RD	Variation de stocks	(+ ou -)	-690 134 239	-8 078 553
		(Marge brute sur marchandises voir TG)		
RE	Autres achats		18 516 056 857	18 256 235 375
RH	Variation de stocks	(+ ou -)		
RI	Transports		1 955 530 397	2 137 152 091
RJ	Services extérieurs		24 130 878 994	21 296 581 541
RK	Impôts et taxes		1 956 087 512	1 576 774 413
RL	Autres charges		4 395 313 690	4 462 971 944
		(Valeur ajoutée voir TN)		
RP	Charges de personnel (1)		18 348 822 304	17 044 158 781
	(1) dont personnel extérieur	1 817 796 235 1 903 601 417		
		(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissement & provisions		6 912 115 843	6 937 944 564
RW	Total des charges d'exploitation		94 019 427 656	88 196 521 783
		(Résultat d'exploitation voir TX)		
PRODUITS				
ACTIVITES D'EXPLOITATION				
TA	Ventes de marchandises		42 141 265	33 137 957
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	42 141 265 33 137 957		
TC	Ventes de produits fabriqués		54 995 767 896	54 008 120 427
TD	Travaux, services vendus		34 269 050 195	31 948 704 111
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)	1 007 944 269	130 145 953
TF	Production immobilisée		1 982 695 297	1 716 840 814
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	74 450 835 598 71 319 108 231		
TH	Produits accessoires		1 962 575 544	1 992 622 603
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	91 269 534 900 87 982 585 098		
TJ	(1) dont à l'exploitation			
TK	Subventions d'exploitation			
TL	Autres produits		419 022 414	1 699 703 633
TN	VALEUR AJOUTEE	25 920 707 371 27 314 857 060		
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	7 571 885 067 10 270 698 279		
TS	Reprises de provisions		1 603 107 664	203 098 417
TT	Transferts de charges			
TW	Total des produits d'exploitation		96 282 304 544	91 732 373 915
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION	2 262 876 888 3 535 852 132		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)			

N°d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES		Exercice 2017	Exercice 2016
RW	Report Total des charges d'exploitation	94 019 427 656	88 196 521 783
ACTIVITE FINANCIERE			
SA	Frais financiers	549 057 103	689 015 197
SC	Pertes de change		
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF	Total des charges financières	549 057 103	689 015 197
(Résultat financier voir UG)			
SH	Total des Charges des activités ordinaires	94 568 484 759	88 885 536 980
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)			
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	433 168 840	187 938 736
SL	Charges H.A.O.	27 204 638	220 447 201
SM	Dotations H.A.O.	60 877 913	
SO	Total des Charges H.A.O	521 251 391	408 385 937
(Résultat H.A.O voir UP)			
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	839 890 079	1 541 967 996
SS	Total participation et impôts	839 890 079	1 541 967 996
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	95 929 626 229	90 835 890 913
(Résultat net voir UZ)			
PRODUITS			
TW	Report total des produits d'exploitation	96 282 304 544	91 732 373 915
UA	Revenus financiers	1 391 601 810	1 480 906 158
UC	Gains de change		
UD	Reprises sur provisions		
UE	Transfert de charges		
UF	Total des produits financiers	1 391 601 810	1 480 906 158
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	842 544 707	791 890 961
UH	Total des produits des activités ordinaires	97 673 906 354	93 213 280 073
UI	RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES (1) (+ ou -)	3 105 421 595	4 327 743 093
UJ	(1) dont impôt correspondant : 1 177 951 247 / 1 188 240 813		
UK	Produits de cessions d'immos	244 217 191	13 602 521
UL	Produits H.A.O.	734 134 437	316 139 964
UM	Reprises HAO		
UN	Transfert de charges		
UO	Total des produits HAO	978 351 628	329 742 485
UP	RESULTAT HAO	457 100 237	-78 643 452
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	98 652 257 982	93 543 022 558
UZ	RESULTAT NET	2 722 631 753	2 707 131 645
Bénéfice (+) ; Perte (-)			

N°d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG=EBE

- Charges décaissables restantes] à l'exclusion des cessions
 + Produits encaissables restantes] d'actif immobilisé

		E.B.E.	7 571 885 067
SA	Frais financiers	549 057 103	
SC	Pertes de change		
SL	Charges HAO	27 204 638	
SQ	Participation		
SR	Impôts sur le résultat	839 890 079	
TOTAL (I)		1 416 151 820	
		TOTAL (2)	9 697 621 314

CAFG : Total (II) - Total (I) = **8 281 469 494** (N-1) : **9 616 314 007**

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF '= CAFG -Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 8 281 469 494 -2 700 000 000 = **5 581 469 494** (N-1) : **6 376 314 007**

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E)

Var. B.F.E '= Var. Stock (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

- (1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris le acomptes sur dividendes
 (2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

		Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
Variation des stocks : N - (N-1)				
BC	Marchandises		ou	
BD	Matières premières	671 902 115	ou	
BE	En-cours		ou	
BF	Produits fabriqués	1 007 944 269	ou	
A	Variation globale nette des stocks	1 679 846 384	ou	
Variation des créances : N - (N-1)				
BH	Fournisseurs, avances versées		ou	2 553 178 608
BI	Clients	5 986 834 719	ou	
BJ	Autres créances	13 919 145 833	ou	
BU	Ecart de conversion - Actif		ou	
B	Variation globale nette des créances	17 352 801 944	ou	
Variation des dettes circulantes : N - (N-1)				
DI	Clients, avances reçues		ou	573 052 309
DJ	Fournisseurs d'exploitation		ou	14 743 684 590
DK	Dettes fiscales	9 502 227 845	ou	
DL	Dettes sociales		ou	805 337 258
DM	Autres dettes		ou	67 141 316
DN	Risques provisionnés		ou	
DU	Ecart de conversion - Passif		ou	
C	Variation globale nette des dettes circulantes	-6 686 987 628	ou	
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		12 345 660 700	ou	

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

		2017	2016
Excédent brut d'exploitation		7 571 885 067	10 270 698 279
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	('-' ou '+')	-12 345 660 700	-24 316 156 873
- Production immobilisée		-1 982 695 297	-1 716 840 814
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION		-6 756 470 930	-15 762 299 408

N°d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

		Exercice 2017		Exercice 2016
		Emplois	Ressources	(E - ; R+)
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS				
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	53 489 849		-448 360 065
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles Croissance externe	8 070 054 614	42 301 189	-9 341 542 451
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	66 226 234	201 916 002	97 757 513
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	7 945 553 506		-9 692 145 003
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	12 345 660 700 ou		-24 316 156 873
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF+FG)	20 291 214 206		-34 008 301 876
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F. ; H.A.O.)	633 464 622 ou		7 323 823
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII				
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	20 924 678 828		-34 000 978 053
V. FINANCEMENT INTERNE				
FL	Dividendes (Emplois)/C.A.F.G (Ressources)	2 700 000 000	8 281 469 494	6 376 314 007
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES				
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN	Subventions d'investissement			
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS				
FQ	Emprunts (2)	5 064 960 821	4 214 130 915	-2 718 359 381
FR	Autres dettes financières (2) (2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			2 603 877 364
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		4 730 639 588	6 261 831 990
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	16 194 039 240 ou		-27 739 146 063
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE				
Trésorerie nette				
FU	à la clôture de l'exercice +ou-	-42 778 772 996		
FV	à l'ouverture de l'exercice +ou-	-26 584 733 756		
FW	VARIATION TRESORERIE (+ si Emploi ; - si Ressources)	-16 194 039 240	ou	16 194 039 240
Contrôle : D = VIII avec signe opposé Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences 'bilantielles'				
CONTRÔLE (à partir des masses des bilans N et N-1)		Emplois	Ressources	
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N-1)		3 214 913 918	ou	
Variation du B.F global (F.d.R.) : BFG(N) - BFG(N-1)		12 979 125 322	ou	
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N-1)			ou	16 194 039 240
TOTAL		16 194 039 240	=	16 194 039 240

N°d'identification fiscale : 0100984A



8. REGLES ET METHODES COMPTABLES DE L'ETAT ANNEXE

ETAT ANNEXE

Règles générales d'établissement et de présentation des comptes

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été établis conformément aux principes comptables définis par :

- l'Acte Uniforme révisé de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) relatif au droit comptable en vigueur en Côte d'Ivoire;
- les normes IFRS pour certains aspects spécifiques, notamment les provisions pour les avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi) depuis l'exercice clos au 31 décembre 2005.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est survenu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Particularités concernant certains postes

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2017. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7-10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5 ans
Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7-10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériels informatiques	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent au 31 décembre 2017 :

- le solde du prêt AFD (Assainissement) pour 807,7 millions de FCFA,
- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 millions de FCFA, provisionnée à 100 %,
 - une participation de 211,2 millions de FCFA représentant 33% du capital de GS2E (Groupe des Services Eau et Electricité), un GIE créé par SODECI et CIE le 09 mai 2006 et ayant débuté ses activités le 1er juillet 2006,
 - une participation de 8,5 millions de FCFA représentant 17% du capital de SGA2E (Société de Gestion pour les Agents de l'Eau et de l'Electricité), une structure créée par SODECI et CIE courant 2011 pour la gestion des Fonds Communs de Placement de leurs salariés.
 - des dépôts et cautions versés pour un montant total de 810 millions de FCFA.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré.

- Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût préétabli en cours d'année. Ce coût préétabli est ajusté en fin d'exercice au coût réel de production lors de l'arrêté des comptes.
- Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2017 sont comptabilisés en marchandises en cours de route (stocks flottants) pour un montant de 5 474,9 millions de FCFA.
- Jusqu'au 31 décembre 2014 le calcul des provisions pour dépréciations était basé sur la rotation des stocks. Suivant cette méthode, les biens stockés qui n'avaient pas enregistré de sortie depuis trois ans étaient systématiquement dépréciés à 100%. Au cours du troisième trimestre 2015, la SODECI a décidé d'affiner cette méthode. Les travaux réalisés à cet effet ont porté sur la possibilité ou non de pouvoir utiliser sur les installations et sur les réseaux d'eau potable existant les stocks dépréciés à 100%. Ces mêmes travaux ont été menés au titre de l'exercice 2017. Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est ainsi passé de 366,8 millions de FCFA l'exercice précédent à 385 millions de FCFA à fin décembre 2017.

Clients et comptes rattachés

Client Etat : Ce poste comprend l'ensemble des créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué en fonction de la nature du client. Des compensations sont régulièrement effectuées. Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Les provisions pour dépréciation des créances sur les clients sont déterminées en tenant compte de :

- la nature des abonnés (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic, ...),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des clients actifs.

Créances clients activité Eau

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part de chiffre d'affaires revenant à la SODECI (rémunération du fermier dans le contrat d'affermage), hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) et nettes des avances sur consommations. Les clients Etat (Administration, EPN et sociétés d'Etat compensables ne font pas l'objet de dépréciations).

- Taux de dépréciation 95% pour les créances sur les clients **privés résiliés** (ménages et entreprises).
- Taux de dépréciation de 95% pour les créances antérieures à un an (**privés ménages actifs**).
- Taux de dépréciation de 80% pour les créances de l'année en cours lorsqu'il existe des impayés multiples sur la police du client, c'est-à-dire plus d'une facture échue (**privés ménages actifs**).
- Le risque de non recouvrement **des créances sur les gros clients actifs (entreprises)** est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est au vue de cette analyse que le taux de provision est déterminé.

Créances clients activité travaux

Les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% (pour les créances de plus d'un an d'ancienneté) et de 95% pour les créances douteuses.

Les consommations d'eau non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture, dénommées « eau en compteur », représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique pour la part SODECI. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en compte la marge à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles s'élèvent à 6 269,7 millions de FCFA et sont constituées :

- des droits acquis par le personnel pour 3 558,1 millions de FCFA au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués conformément à la norme IAS 19 (avantages du Personnel) sur

la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,

- d'avantages liés au personnel (médailles du travail, eau des retraités) pour 798,2 millions de FCFA
- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des litiges en cours pour 67,1 millions de FCFA

- de divers autres risques et charges d'exploitation appréciés au cas par cas pour 1 785,4 millions de FCFA.
- des amortissements dérogatoires pratiqués sur le matériel pris en crédit-bail conformément aux dispositions de l'annexe fiscale 2017 pour 60,9 millions de FCFA

Le tableau récapitulatif de l'ensemble des provisions constituées dans les comptes de la société est présenté ci-après (en milliers de FCFA).

DESIGNATION	Provisions au 31/12/2016	Dotations aux provisions	Reclassements	Reprises de provisions	Total provisions au 31/12/2017
CREANCES CLIENTS ACTIVITE EAU	27 757 674	3 890 219	0	222 722	31 425 171
FRAIS DE RECOUVREMENT CHEQUES IMPAYES	266 307	40 144	0	36 628	269 823
CREANCES/TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION	834 634	154 225	0	0	988 859
DEPRECIATION CREANCES EXPLOITATION EAU	28 858 616	4 084 588	0	259 351	32 683 853
CREANCES CLIENTS AUTRES ACTIVITES	670 596	85 247	0	122	755 722
TOTAL DEPRECIATION CLIENTS	29 529 212	4 169 835	0	259 472	33 439 574
DEPRECIATION/STOCKS	366 789	18 232	0	0	385 021
DEPRECIATION/AUTRES DEBITEURS	1 050 858	79 698	0	135 586	994 971
DEPRECIATION/COMPTES FINANCIERS	83 215	0	0	41 277	41 939
DEPRE. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	35 927	0	0	0	35 927
TOTAL DEPRECIATION AUTRES ACTIFS	1 536 790	97 931	0	176 862	1 457 859
TOTAL PROV. POUR DEPRECIATIONS	31 066 003	4 267 765	0	436 334	34 897 434
PERSONNEL (IFC, MEDAILLES, IFRS EAU)	3 986 435	752 399	0	382 461	4 356 372
RISQUES JURIDIQUES	310 370	6 723	0	250 000	67 094
RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITATION	2 363 988	392 025	0	970 646	1 785 366
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	0	60 878			60 878
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	6 660 793	1 212 024	0	1 603 108	6 269 710
TOTAL GENERAL PROVISIONS	37 726 796	5 479 790	0	2 039 442	41 167 143

Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme au 31 décembre 2017 s'élèvent à 28 212,9 millions de FCFA dont 24 433,2 millions de FCFA d'avances sur consommations versées par les clients, 807,7 millions de FCFA d'emprunt contracté auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI sur les surtaxes, 2 972 millions de FCFA d'emprunts à moyen terme souscrits auprès de la SGBCI pour le financement des investissements (construction et équipement d'une direction régionale et d'un secteur à la Palmeraie, réhabilitation de divers centres).

Dettes de crédit-bail et contrats assimilés

Ce poste d'un montant de 3 118,5 millions de FCFA à fin décembre 2017 correspond à l'inscription au passif, conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, de la dette de crédit-bail consécutive au financement obtenu de la SGBCI, de la BICICI, de la BIAO et de la SIB pour le renouvellement du matériel roulant (parc auto) affecté à l'exploitation.

B. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par le département SOCA de la SODECI, qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issus de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels.

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat d'affermage d'une durée de quinze ans signé le 04 octobre 2007 pour le même périmètre d'intervention que le précédent contrat d'affermage. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat d'affermage, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Contractante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Affermante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément au contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable, les frais de fonctionnement de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service affermé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de Développement de l'Eau) facturé aux usagers.

La SODECI gère dans ses comptes ce fonds qui couvre également l'écart de rémunération du fermier lié à la révision contractuelle. Ce fonds affiche un solde comptable déficitaire de 81 040,1 millions de FCFA au 31 décembre 2017. De même, la surtaxe Fonds National de l'Eau (FNE), deuxième volet des taxes spéciales sur l'eau (Loi de Finances 1994), destinée au paiement des emprunts contractés par l'Etat, au financement de l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine, est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des reversements. Le solde des surtaxes encaissées à reverser est de 16 106,3 millions de FCFA au 31 décembre 2017.

Conformément au contrat d'affermage du service d'assainissement, la contribution développement assainissement (CDA) est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2017, le solde de la CDA est déficitaire de 232,3 millions de FCFA. Compte tenu des ressources disponibles sur la contribution au titre du remboursement du prêt AFD pour un montant de 1 386,2 millions de FCFA, les ressources nettes de la contribution assainissement s'établissent à 1 153,9 millions de FCFA à fin 2017.

Ventilation du chiffre d'affaires par activités (en MFCFA)

Désignation	2016	2017
Vente d'eau HT	54 008	54 996
Travaux	27 760	30 205
Services vendus	4 222	4 106
Produits accessoires	1 993	1 963
Chiffre d'affaires	87 983	91 270

C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau

Par courrier daté du 14 août 2008, le Ministère des Infrastructures Economiques a confirmé la nouvelle rémunération de SODECI fixée à 250 FCFA/m³, hors taxes, avec date d'effet au 21 février 2008. Par ailleurs, le contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine de l'eau potable prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment les produits de traitement et l'électricité. Conformément à ce courrier et en application de cette disposition contractuelle (article 48 du contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire), le montant de la révision contractuelle évalué à 12 874 millions de FCFA au titre de l'exercice 2017 a été prélevé sur le Fonds de Développement de l'Eau. Ce montant est compris dans le chiffre d'affaires eau.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les indemnités de fonction versées aux membres du conseil d'administration en 2017 au titre de l'exercice 2016 sont de 26 millions de FCFA.

Résultat Hors Activités Ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires (HAO) au 31 décembre 2017 s'établit à 457,1 millions de FCFA (bénéfice) et correspond à l'écart positif entre :

- la perte sur les cessions d'immobilisations de 188,9 millions de FCFA
- les produits divers HAO de 734,1 millions de FCFA (dont 712,4 millions de FCFA de crédit d'impôt pour création d'emplois et pour investissements) diminués de charges diverses HAO de 88,1 millions de FCFA.

Engagements Reçus	Engagements Donnés
23 010	6 142

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

ERANOVE	46,07%	SIDIP	4,81%
Etat de Côte d'Ivoire	3,25%	Divers privés	39,15%
FCP SODECI	6,72%		

Engagements financiers (hors bilan en millions de FCFA)

Les avals, cautions et garanties sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (affermage eau potable et assainissement), ainsi que lignes de crédits dont dispose la SODECI auprès des banques locales.

Filiales :

SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents SODECI. Elle détient également 33% (211,2 millions de FCFA) du capital du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité

(GS2E) créé en juillet 2006 avec la CIE et 17% (8,5 millions de FCFA) du capital de SGA2E (Société de Gestion pour les Agents de l'Eau et de l'Electricité), une structure créée par SODECI et CIE courant 2011 pour la gestion des Fonds Communs de Placement de leurs salariés respectifs.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du SYSCOHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Evénements post-clôture

Néant.



Station de Bonoua (Phase 1)



Adrien Djibou

SIEGE SOCIAL

1, Avenue Christiani, Treichville,
Abidjan / 01 BP 1843 Abidjan 01 / Tel. : (+225) 21 23 30 00
Courriel : sodeci@sodeci.ci